

AUTONOMIE SANITAIRE

## Saïdal et Sanofi vont produire des vaccins en Algérie

Lire l'article de M. Aziza page 4



FACE AUX CAMPAGNES DE DÉSINFORMATION

## Bouamama insiste sur le renforcement des espaces médiatiques nationaux

P. 3



# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

PROJETS DE LOGEMENTS

## Passer à la vitesse supérieure

Lire l'article de A. Z. page 3



GHAZA

## Le «Conseil de la paix» ferme les yeux sur les crimes sionistes

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



«GUERRE OUVERTE» DÉCLARÉE AUX AUTORITÉS TALIBANES

## Le Pakistan bombarde Kaboul

P. 7



Ghaza

# Le «Conseil de la paix» ferme les yeux sur les crimes sionistes

Mohamed Mehdi

Vendredi, 138<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

L'entité sioniste poursuit son génocide à Ghaza, avec le soutien américain, le silence européen et l'indifférence morale des membres du «Conseil de la paix» installé par le président des Etats-Unis.

Après les attaques de la journée de jeudi qui ont fait 4 martyrs et 4 autres blessés lors de raids menés par l'armée d'occupation israélienne dans différentes zones de l'enclave, Ghaza a vécu une nuit (de jeudi à vendredi) particulièrement sanglante suite à deux bombardements de drones visant deux patrouilles de police, et faisant au moins 5 martyrs et des blessés.

Les deux attaques ont visé un poste de contrôle de police à Khan Younes et les alentours de la gare d'Abu Hujair, au nord-ouest du camp de réfugiés d'al-Bureij. Ces attaques surviennent dans un contexte de violations persistantes du cessez-le-feu par Israël depuis 138 jours.

La Protection civile de Ghaza a rapporté au moins 5 martyrs. Son porte-parole, Mahmoud Basal, a précisé que trois policiers ont été ciblés «dans la zone de l'abattoir, au sud-ouest de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza», tandis que l'attaque d'al-Bureij a fait 2 martyrs et une personne grièvement blessée, rapporte Shehab News. Les martyrs et les blessés ont été transférés au complexe médical Nasser de Khan Younes, ajoute la même source.

Dans une déclaration publiée vendredi, les Comités de la Résistance palestinienne ont dénoncé la «dangereuse escalade» de la veille, dénonçant le silence du «soi-disant «Conseil de la paix»». «La violation persistante de l'accord de cessez-le-feu par l'ennemi sioniste et ses bombardements criminels continus de diverses zones de la bande de Ghaza, notamment les commissariats de police de Khan Younes et d'al-Bureij, constituent du terrorisme et une dangereuse escalade. Ceci témoigne du mépris flagrant de l'entité sioniste pour l'accord de cessez-le-feu et de son refus obstiné de respecter ses obligations et ses engagements», lit-on dans le communiqué.

Pour les Comités de la résistance, le ciblage des postes de police «vise à semer le chaos» à Ghaza, et «démontre l'existence d'un plan de sape de la sécurité et de la stabilité qui commencent à s'instaurer» dans l'enclave. Le communiqué a dénoncé le «silence du soi-disant Conseil de paix» qu'il qualifie de «d'instrument servant à légitimer les crimes sionistes et à ouvrir la voie à la poursuite du génocide et du nettoyage ethnique sous couvert de paix et de stabilité».

## INSTITUT LEMKIN : LA FONCTION PRINCIPALE DU «CONSEIL DE LA PAIX» EST DE «DISSIMULER LE GÉNOCIDE»

Le silence du «Conseil de la paix» fait également l'objet de critiques de la part de l'«Institut Lemkin pour la prévention du génocide et la sécurité humaine» qui, dans une déclaration publiée jeudi dernier, considère que cette entité installée par Trump a pour «fonction principale» de «dissimuler le génocide».

L'institut Lemkin se dit «profondément horrifié par l'échec du prétendu «cessez-le-feu» et constate «la poursuite des massacres de Palestiniens par Israël à Ghaza et dans les territoires occupés», au moment où sont annoncés des «projets de vente de terres palestiniennes à des promoteurs immobiliers sans aucune consultation ni contrôle des Palestiniens».

Le communiqué rappelle la déclaration du 14 octobre 2025, dans laquelle l'Institut Lemkin avertissait que «les cessez-le-feu et les accords de paix ne doivent pas se transformer en accords négociés par des génocidaires à leur propre profit ou à celui de leurs complices dans leurs projets coloniaux, au détriment des populations victimes».

«Malheureusement, c'est précisément ce qui s'est produit. Tout au long de ce prétendu 'cessez-le-feu', Israël a continué de perpétrer un génocide à Ghaza en utilisant des méthodes moins visibles et moins spectaculaires que les bombardements massifs», ajoute la déclaration. «Il ne s'agit pas de paix, mais d'exploitation violente», affirme l'Institut Lemkin, pour qui il devient «parfaitement évident» que le «plan de paix» du président Trump «n'est rien d'autre qu'une transaction immobilière visant à transférer les terres palestiniennes à des étrangers».

Concernant la situation en Cisjordanie, la déclaration affirme qu'il «existe des preuves que la diminution des violences directes menées par les forces israéliennes à Ghaza a été suivie d'une escalade de la violence» dans cette autre partie de la Palestine occupée. «Les violences en Cisjordanie se sont encore intensifiées depuis le cessez-le-feu d'octobre 2025. Rien qu'en octobre 2025, des colons israéliens ont perpétré 260 attaques contre des Palestiniens en Cisjordanie, soit le nombre d'attaques le plus élevé enregistré en un seul mois depuis 2006», explique le document.

Dans son analyse, l'Institut Lemkin considère que «la souveraineté palestinienne et son droit à l'autodétermination n'ont pas leur place dans le plan de paix de Trump» et l'existence des Palestiniens «serait réduite à celle de citoyens de second rang dans une société contrôlée de l'extérieur, censée remplacer la leur».

La déclaration ajoute que «le génocide ne se limite pas aux massacres de masse, mais s'étend également à la restructuration institutionnelle imposée par une puissance extérieure», et conclut que «le caractère génocidaire du Conseil de la paix apparaît clairement» dans cette configuration.



## ANALYSE

Mustapha Aggoun

**I**l existe, dans l'histoire des cartels d'Amérique latine, une mécanique qui ne relève ni du hasard ni de la fatalité romantique. Elle tient à un équilibre trouble, fait d'argent, de misère et de silences consentis.

On s'étonne qu'après chaque chute spectaculaire d'un baron, un autre nom s'impose. Après Pablo Escobar, d'autres ont occupé l'espace. Après Joaquín «El Chapo» Guzmán, la relève s'est organisée autour de figures comme Nemesio Oseguera Cervantes. Ce renouvellement n'est pas une exception : c'est la règle d'un marché qui ne s'interrompt jamais. La drogue suit l'itinéraire le plus rationnel. Elle part de territoires où la pauvreté est chronique, où les jeunes grandissent sans horizon professionnel crédible, où l'État apparaît lointain ou intermittent. Elle se dirige vers le plus vaste marché solvable du monde, les États-Unis, où la demande demeure forte et où le paiement en dollars garantit des marges considérables. Entre ces deux pôles, la violence n'est pas un accident ; elle devient un outil logistique.

Mais il serait naïf de réduire le phénomène à la seule misère ou à la seule demande. Les cartels prospèrent aussi parce qu'ils ne rencontrent pas toujours une hostilité constante. Dans certains contextes, des responsables ferment les yeux. Par calcul. Par peur. Par intérêt. Il arrive même que des segments du pouvoir bénéficient indirectement, parfois directement, de cette économie parallèle. La corruption n'est pas une rumeur périphérique : elle est souvent l'huile discrète qui empêche la machine de gripper.

Cela ne signifie pas que tous les dirigeants soient complices. Ce serait une simplifica-

### Cartels : ce que l'on combat et ce que l'on tolère

tion commode. Mais il suffit de quelques complicités stratégiques, de quelques protections bien placées, pour neutraliser des années d'efforts institutionnels. Un laboratoire clandestin ne fonctionne pas seulement grâce à des chimistes improvisés et des hommes armés ; il fonctionne aussi grâce à des absences de contrôle, à des inspections qui n'ont pas lieu, à des frontières qui deviennent poreuses au bon moment. Chaque arrestation spectaculaire rassure l'opinion. Elle donne le sentiment d'un progrès. Pourtant, si les conditions qui rendent le trafic rentable demeurent intactes, demande soutenue, pauvreté persistante, circuits financiers tolérants, complicités politiques alors le système se réorganise. Il apprend. Il se fragmente. Il devient plus souple, parfois plus violent.

Il y a, au cœur de cette réalité, une tension que l'on préfère souvent ne pas regarder en face : on condamne les cartels avec vigueur, mais on tolère les déséquilibres qui les nourrissent. On s'indigne des barons, mais on parle moins des flux d'argent blanchis, des armes qui circulent, des alliances tacites qui assurent la continuité. Tant que l'on s'attaquera aux figures visibles sans assécher les sources profondes économiques, sociales et politiques le phénomène ressurgira. Plus structuré. Plus adaptable.

Ce n'est pas seulement une affaire de criminalité. C'est une question de cohérence collective. Cette cohérence exige davantage que des déclarations fermes : elle impose d'examiner aussi les zones d'ombre, là où certains trouvent intérêt à détourner le regard et à comprendre ce qui pousse, parfois, les Américains à intervenir avec leurs propres forces.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.:** Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Projets de logements Passer à la vitesse supérieure

A. Z.

« Le citoyen n'attend pas de nous des justifications, mais des actes. Notre performance se mesure sur la base des résultats concrets réalisés sur le terrain », a lancé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, à l'adresse des directeurs exécutifs locaux de son secteur. Dans une allocution prononcée, mercredi, lors du lancement au siège de son département ministériel, d'une série de réunions d'évaluation consacrées aux directeurs exécutifs locaux du secteur à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre d'un programme d'action couvrant quatre wilayas par jour, en vue de procéder à une évaluation globale du bilan des réalisations et de suivre l'état d'avancement des projets programmés, le ministre a souligné la nécessité de redoubler d'efforts sur le terrain et d'accélérer le rythme de réalisation des projets programmés, indiquant les termes d'un communiqué du ministère. Il s'agit de rencontres qui s'inscrivent dans le cadre du sui-

vi périodique rigoureux du degré d'exécution des programmes de logement, toutes formules confondues, et des projets d'équipements publics, outre les opérations d'aménagement urbain à travers les wilayas.

Elles visent également à renforcer les mécanismes de contrôle et de coordination entre l'administration centrale et les services locaux afin d'accélérer le rythme de réalisation et d'améliorer l'efficacité de la performance sur le terrain, relève la même source. A cette occasion, le ministre a indiqué que la prochaine étape exige «de redoubler d'efforts sur le terrain, d'accélérer le rythme de réalisation, de respecter les délais contractuels, de consacrer la souveraineté numérique comme pilier fondamental de la stratégie du secteur, mais aussi de lutter contre toutes les formes de bureaucratie et d'inertie administrative », selon le communiqué. A cela s'ajoute l'importance d'«améliorer la qualité des travaux de réalisation des projets et de renforcer la coordination entre les services centraux et locaux à travers l'introduction de nouveaux mécanismes », a-t-il dit.

## Personnes aux besoins spécifiques Un décret en préparation pour renforcer l'insertion professionnelle

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a fait état, jeudi à Alger, d'un décret exécutif en cours de préparation, renforçant de nouvelles dispositions pour renforcer l'insertion professionnelle des personnes aux besoins spécifiques.

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, la ministre a souligné que le décret exécutif, actuellement en cours de préparation, "fixera les modalités d'affectation des postes d'emploi et déterminera la contribution financière et l'octroi d'aides en prévision de l'aménagement et de l'adaptation des postes d'emploi au profit des personnes aux besoins spécifiques, et ce, en application des dispositions de l'article 29 de la loi relative à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques".

Le nouveau texte vise à définir une série de dispositions tendant à "renforcer l'insertion des personnes aux besoins spécifiques dans un environnement professionnel ordinaire adéquat, voire adapté", parmi lesquelles figure "l'obligation par les employeurs d'assurer des aménagements facilitant le travail de cette catégorie, en coordination avec les services de médecine du travail et les instances spécialisées dans l'adaptation technique".

Il s'agit aussi de "l'encouragement des organismes employeurs qui recrutent des personnes aux besoins spécifiques, à travers la possibilité de bénéficier d'aides financières pour réaliser les travaux d'aménagement", ainsi que "le contrôle de l'application du taux de 1% des postes d'emploi, réservés à cette catégorie, par tous les corps d'ins-

pection, de contrôle et les administrations concernées".

Selon Mme Mouloudji, le secteur de la solidarité nationale s'emploie à encourager ces personnes à s'engager dans l'intégration économique, à travers la création et le développement d'activités, ainsi qu'en les incitant à investir dans l'entrepreneuriat.

Le secteur oeuvre à "assurer le soutien et l'accompagnement aux porteurs de microprojets parmi les personnes aux besoins spécifiques, notamment dans le domaine de la commercialisation, tout en assurant les formations continues, en vue de valoriser leurs compétences", a indiqué la ministre.

Dans ce contexte, "1.773 projets professionnels adaptés pour les porteurs de projets parmi les personnes aux besoins spécifiques ont été affectés par l'Agence nationale de gestion de microcrédit (ANGEM), plus de 700 personnes aux besoins spécifiques ayant bénéficié de financement via l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA)", a fait savoir Mme Mouloudji.

En matière de numérisation, le secteur de la Solidarité nationale oeuvre à permettre aux personnes aux besoins spécifiques de participer activement à la vie de la société, à travers la numérisation des services publics qui leur sont destinés, via la création et le développement d'une plateforme numérique, en collaboration avec le Haut-Commissariat à la numérisation.

A ce titre, des travaux sont en cours pour la numérisation de la carte de la personne aux besoins spécifiques, ainsi que de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS), a ajouté la ministre.

## Face aux campagnes de désinformation Bouamama insiste sur le renforcement des espaces médiatiques nationaux

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama a mis en avant, jeudi à Alger, l'importance de renforcer les espaces médiatiques nationaux en vue de préserver les intérêts de l'Algérie, ciblée par des "campagnes de désinformation et de falsification des faits". Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a précisé que "face à l'essor du numérique et aux mutations rapides, il est impératif de renforcer et de consolider les espaces médiatiques pour préserver le tissu social national et les intérêts du pays, et faire face aux campagnes de désinformation et de falsification médiatique menées par certaines parties".

A ce propos, il a relevé la nécessité "d'élaborer une stratégie fondée sur une approche globale, afin de mettre en place un environnement approprié permettant au citoyen d'accéder à une information fiable en temps opportun, pour barrer la route à ceux que dérange le retour en force de l'Algérie en tant qu'Etat pivot dans la région". M. Bouamama a salué, à cette occasion, les efforts des professionnels des médias dans la lutte contre les campagnes de désinformation, appelant à "soutenir et accompagner les institutions médiatiques pour qu'elles offrent des services d'un haut niveau de professionnalisme". Il a indiqué, à cet égard, que la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de créer une



citée médiatique s'inscrit dans cette démarche. Concernant les contenus diffusés sur les réseaux sociaux, qui portent parfois atteinte aux symboles et aux valeurs de la société algérienne, le ministre a fait observer que "l'activité des influenceurs ne relève pas du champ médiatique réglementé", soulignant, toutefois, que la majorité de ces derniers se sont inscrits dans la dynamique des efforts de l'Etat visant à améliorer la qualité des contenus qu'ils diffusent. Le ministre a, par ailleurs, rappelé que "la loi impose aux organes audiovisuels de respecter le réfé-

rent religieux et les constantes nationales, des mesures ayant été prises allant jusqu'à la suspension de la diffusion de certaines séries ou de certaines chaînes". Il a, en revanche, salué certaines productions diffusées, qui "ont incité les Algériens à renouer avec les chaînes nationales". M. Bouamama a également assuré que le ministère "œuvre à finaliser les décrets exécutifs et à prendre toutes les mesures y afférentes, notamment l'élaboration d'un projet de décret exécutif relatif à la production audiovisuelle et aux autorisations de tournage".

**Raïna Raïkoum**  
Belkacem Ahcène Djaballah

**L'affaire Epstein ? Pour la presse occidentale (sur tout), un « torrent de merde et une mine d'or » en même temps.**

**Torrent de merde ? Faut-il s'en étonner ! Tant il est vrai**

**que la vie, de tout temps et en tout lieu, a toujours été parcourue par des flots de méfaits de l'être humain, seul ou en groupe, le côté obscur prenant souvent le pas sur le côté lumineux.**

**Les causes ? Une soif toujours inextinguible de pouvoir, source de richesse et de domination des autres, permettant l'exploitation perverse des plus faibles, tout particulièrement les femmes et les enfants («Le pouvoir étant hallucinogène, on n'est jamais à l'abri des rêveries meurtrières» (Khadra Yasmina, «La dernière nuit du Raïs». Roman © Editions, Alger 2015).**

**Les exemples anciens et contemporains foisonnent. Pouvant être découverts (et combattus) soit immédiatement soit bien plus tard. Toujours trop tard, hélas. Seuls les historiens et les psycho-sociologues (et les politistes) se frottent les mains quand les dérives criminelles deviennent des sujets d'analyses sociétales.**

**On a, maintenant, un torrent de «merde» qui s'est vite transformé en «mine d'or».**

**Une mine qu'il faut explorer avec précaution afin de déterrer tous les secrets. La plupart des commentateurs et journalistes occidentaux se suffisant de la thèse relevant de la pédo-criminalité orchestrée par un proxénète de luxe.**

**Une mine d'or avec ses 3,5 millions de documents rendus publics et consultables. Et, il en resterait encore 3 autres millions. Disponibles, avec, bien-sûr, des centaines de noms, d'institutions et de pays (l'Algérie est, nous dit-on, citée 170 fois dans le premier lot, en tant que cible bien plus qu'actrice, ouf ! Et on a même un personnage se proclamant «juif berbère d'Algérie», de nationalité étrangère, rabatteur et**

**Affaire Epstein : de la luxure, mais pas que !**

**«mak....ereau», au compte bancaire signalé aux Emirats arabes unis et dont le nom apparaît 2000 fois dans les documents publiés) dont certains sont à deviner, car biffés. Une mine d'or pour les journalistes et les mé-**

**dias occidentaux sensationnalistes, soit la grande majorité, toujours à la recherche de l'audimat et du lectorat.**

**Le côté obscur est donc volontairement esquivé (sauf par les analyses marginales ou marginalisées).**

**Au service de qui Epstein est-il très exactement ? Des Gafa ? Des suprémacistes américains ? Des grands banquiers (dont les Rothschild, faiseurs d'hommes de pouvoir depuis près d'un siècle) ? Des «internationalistes» ?**

**Défenseurs acharnés de leurs «amis» et de leurs protecteurs, de leurs financiers et autres «donneurs d'ordre», les analystes occidentaux (les français en tête) ont délibérément choisi pour thèmes la perversité d'un milliardaire, individu pervers devenu proxénète mondial et manipulateur de personnalités éminentes (dont quelques Arabes et quelques Africains), presque du monde entier, portées sur la luxure et, bien sûr, la Russie. Les musulmans et les immigrés sont, cette fois-ci, épargnés. Re-ouf !**

**Un grand oublié ! A peine quelques légères allusions de connivence avec le Mossad, «depuis les années 1980» nous dit-on. Le grand marionnettiste ? Israël et sa communication souterraine mise en place dans le cadre de sa stratégie de communication, la «Hasbara» (Wikipédia: «c'est un terme qui renvoie aux stratégies de communication et de propagande de l'État d'Israël, à destination de l'étranger. Le terme est synonyme de «propagande israélienne» pour les analystes qui critiquent cette communication. Il est utilisé par l'État d'Israël lui-même pour évoquer des relations publiques et sa diplomatie publique»).**

**Le Pouvoir détenu grâce à la finance et au sexe. Le «love power» ? Vieux comme le monde !**



## Autonomie sanitaire Saïdal et Sanofi vont produire des vaccins en Algérie

**Dans un contexte mondial marqué par des mutations sanitaires rapides et l'émergence de nouveaux variants de virus, le groupe pharmaceutique public Saïdal et la filiale vaccins du laboratoire Sanofi ont signé, à Alger, un protocole d'accord portant sur le développement et la production locale de vaccins à usage humain.**

M.Aziza

Paraphé au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique par le directeur général de Saïdal, Mourad Belkhef, et le responsable de la division vaccins de Sanofi, Jean-Philippe Proust, en présence du ministre du secteur, cet accord traduit une orientation stratégique majeure. Permettant dans ce sens de réduire la dépendance extérieure et renforcer la souveraineté sanitaire nationale.

Face aux transformations constantes des virus et aux défis posés par les futures pandémies, la fabrication locale de vaccins s'impose désormais comme un impératif. Ce partenariat s'inscrit ainsi dans une dynamique de transfert de technologie et de consolidation des capacités industrielles nationales, permettant une meilleure réactivité en cas de crise sanitaire et garantissant une disponibilité rapide des vaccins au

profit de la population. La signature de cet accord s'inscrit en réalité dans une vision plus large portée par les autorités publiques, dont l'objectif central est de bâtir une véritable autonomie nationale dans ce domaine stratégique.

Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, avait annoncé au début du mois en cours, depuis la wilaya de Mostaganem, un projet de réalisation d'un grand centre national spécialisé dans la recherche en virologie. Relevant du groupe Saïdal, ce futur centre sera dirigé par un expert algérien disposant de plus de 40 ans d'expérience dans le domaine. En attendant sa concrétisation, un espace provisoire a été aménagé au sein du Centre de recherche et développement à Alger afin de lancer les travaux scientifiques, tandis que les opérations de production seront assurées par les unités existantes du groupe.

Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'adapter la production nationale de vaccins aux virus circulant en Algérie et à leurs mutations, afin d'en garantir l'efficacité. Il a également appelé à accélérer la mise en œuvre de ces projets stratégiques.

Dans cette optique, une réunion de coordination et de suivi a été tenue à la mi-février. Lors de cette rencontre, le virologue Yahia Chebloune a présenté l'état d'avancement des préparatifs ainsi que les axes de recherche qui seront menés en collaboration avec Saïdal.

Ce projet structurant vise à couvrir les besoins nationaux en vaccins humains et vétérinaires, renforçant ainsi l'autonomie sanitaire du pays. Il est suivi par un groupe de travail composé de 22 experts issus de plusieurs secteurs clés, dont la Défense nationale, la Santé, l'Enseignement supérieur et l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

## Etablissements d'enseignement supérieur Le modèle national de la politique de propriété intellectuelle lancé

Le modèle national de la politique de propriété intellectuelle des établissements d'enseignement supérieur a été lancé, jeudi à Alger, en vue de renforcer la protection des résultats de la recherche scientifique et d'encourager l'innovation en Algérie.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, accompagné du directeur du Bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Alger, M. Othmane Ahmed Mohamed Salek, a présidé la cérémonie de lancement de ce modèle national, qui constitue une "étape stratégique visant à renforcer la protection des résultats de la recherche scientifique et à encourager l'innovation en Algérie, à travers la mise en place d'un cadre unifié garantissant l'organisation et la valorisation des droits des chercheurs et des innovations scientifiques".

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a précisé que ce modèle, adopté officiellement par l'OMPI, repose sur "la protection de la créativité, l'encouragement de l'innovation et la conversion de la connaissance en valeur économique", et ce, dans les deux branches de la pro-

tection intellectuelle : la propriété industrielle et la propriété littéraire.

Le domaine de la propriété industrielle concerne les brevets d'invention, les marques et les modèles, et ce, en coordination avec l'Institut national algérien de propriété industrielle (INAPI), tandis que celui de la propriété littéraire et artistique vise à protéger et à valoriser les idées et à leur conférer une valeur économique, et ce, en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), a-t-il ajouté.

Le modèle national de la politique de propriété intellectuelle des établissements d'enseignement supérieur est axé sur "l'encadrement juridique, l'incitation et la valorisation", en vue de contribuer à "renforcer le rôle économique de l'Université en s'appuyant sur les leviers du soutien scientifique et de l'innovation", et ce, dans le cadre de "la vision de développement portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour 2024-2029", a expliqué le ministre.

Il a, dans ce contexte, rappelé que la règle "un diplôme universitaire - un brevet d'invention" a été concrétisée et valorisée sur le terrain, en vertu de l'arrêté ministériel 1275, visant à conver-

tir les mémoires de fin d'études universitaires en projets de start-up ou en brevets d'invention, mettant en avant "l'augmentation du nombre de demandes de brevets d'invention (de 450 en 2022 à 3.340 en 2025) et du nombre de brevets enregistrés (de 12 à 219 durant la même période)".

Pour sa part, M. Othmane Ahmed Mohamed Salek a souligné la place particulière dont jouit l'Algérie auprès de l'OMPI, précisant qu'elle est "le premier pays arabe et africain à accueillir un bureau extérieur de l'Organisation".

Après avoir rappelé la "coopération constructive" existant entre les deux parties, il a salué "les efforts consentis par l'Algérie pour renforcer l'écosystème de l'innovation et de la créativité".

Il a, par ailleurs, indiqué que ce modèle, reposant sur les meilleures pratiques internationales et tenant compte des spécificités nationales, "vise à permettre aux établissements de gérer efficacement leurs actifs intellectuels, à définir les droits et obligations des différentes parties, à renforcer les mécanismes de valorisation des résultats de la recherche scientifique et à assurer le transfert de technologie dans le milieu universitaire".

## Agriculture Renoncer progressivement à l'importation de semences

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a révélé, jeudi à Blida, que son département ministériel a élaboré un "programme ambitieux" visant à renoncer progressivement à l'importation des semences et des plants, afin de garantir la sécurité alimentaire et de réduire la facture des importations.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya, en compagnie du wali Djamel-Eddine Hashas, le ministre a souligné que dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire du pays, un "programme ambitieux a été élaboré en vue de réduire progressivement l'importation des semences et des plants, notamment concernant les cultures maraichè-

res". Il a ajouté que l'intégration des technologies modernes dans l'agriculture, notamment pour la production locale de semences et de plants, constitue un axe prioritaire de son département, avec une orientation à l'exportation. Il a fait état, à ce titre, de préparatifs pour la création d'un pôle de production de semences entre les wilayas de Ghardaïa et d'El-Ménia. M. Oualid a relevé que cette orientation permettra de réduire les coûts de production et d'améliorer la compétitivité à l'exportation, grâce à des investissements axés sur la technologie et la recherche scientifique dans le domaine agricole.

Il a également révélé que des efforts sont en cours pour développer plusieurs autres filières agricoles, notamment certaines variétés fruitières,

comme la production de plants de bananier. Le ministre a estimé que Blida est "une wilaya modèle dans l'adoption de la technologie et de la recherche scientifique dans l'activité agricole", soulignant l'engagement de nombreuses exploitations dans cette démarche, à travers l'introduction de techniques modernes d'irrigation, l'utilisation d'engrais et autres intrants agricoles, ainsi que l'amélioration des méthodes de plantation, en vue d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts de production.

M. Oualid a, par ailleurs, salué le niveau atteint par les exploitations agricoles qui recourent aux technologies modernes, à l'image de la pépinière "Vitroplant" de Beni Tamou, spécialisée dans la production de porte-greffes et

## Grand Prix Assia Djebar du roman Le jury de la 8e édition installé

Le jury de la 8e édition du Grand Prix Assia Djebar du roman (édition 2026), organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été installé jeudi à Alger.

La cérémonie d'installation a été présidée par le PDG de l'ANEP, M. Kamel Messaoud Alghem, à l'issue d'un iftar organisé à l'hôtel El-Aurassi, en présence du conseiller auprès du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, du président de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA), M. Amar Bendjedda, du Directeur général de l'Etablissement public de la Télévision algérienne (EPTV), M. Mohamed Baghali, du directeur général de l'Agence Algérie Presse Service (APS), M. Samir Gaid, du directeur général de l'Etablissement public de Télédiffusion d'Algérie (TDA), M. Rachid Bestam, et du PDG d'Air Algérie, M. Hamza Benhamouda, ainsi que de personnalités culturelles et médiatiques.

Outre son président le directeur et poète Hakim Miloud, le jury est composé de dix membres : le sociologue Mustapha Madi, le spécialiste en littérature populaire Hamid Bouhabib, l'écrivaine Maïssa Bey, le président de l'Académie algérienne de la langue arabe (AALA), Cherif Meribai, l'écrivaine Meriem Guemache, la romancière Leïla Hamoutène, le poète Ahcene Mariche, le chercheur en langue amazighe Koussaïla Alik et le poète et traducteur Idir Belali.

A cette occasion, M. Alghem a indiqué que le Grand Prix Assia Djebar du roman "est devenu un rendez-vous culturel incontournable et une tribune célébrant la créativité et honorant les plumes d'exception", ajoutant que "depuis sa création en 2015, ce prix s'attache à promouvoir les plumes littéraires algériennes dans les trois langues arabe, amazighe et française, issues de toutes les wilayas et de toutes les générations, sans distinction aucune". Il a également rappelé que "l'édition précédente a été pla-

cée sous le thème +Des plumes résistantes+, en hommage aux écrivains et auteurs palestiniens tombés sous les feux de la horde sioniste, et que l'édition actuelle sera placée sous un thème en phase avec la conjoncture actuelle".

Le Pdg de l'ANEP a souligné que "ce prix littéraire a, depuis sa création, été placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", lui exprimant "ses remerciements et sa gratitude pour l'attention et le soutien constants accordés aux activités et manifestations culturelles et littéraires, convaincu de leur rôle pivot dans l'animation de la scène culturelle nationale, la promotion de l'excellence et la consécration des valeurs portées par l'Algérie nouvelle".

De son côté, le président du jury, Hakim Miloud, a indiqué que les candidatures à la 8e édition de ce prix, organisée sous l'égide du Ministère de la Communication, "sont ouvertes aux maisons d'édition, et que les œuvres candidates seront réceptionnées dès le début du mois de mars, tandis que la cérémonie de remise des prix est prévue pour le mois de juillet prochain".

"Créé en 2015, ce prestigieux prix littéraire portant le nom de l'écrivaine et universitaire algérienne Assia Djebar (1936-2025), vise à récompenser la meilleure œuvre romanesque écrite dans les deux langues nationales, arabe et amazighe, ainsi qu'en langue française", a-t-il rappelé, ajoutant qu'"il constitue également un hommage à la richesse et à la diversité de la littérature algérienne, en œuvrant à la promotion et à la valorisation de la création littéraire nationale, ainsi qu'à l'encouragement de la créativité, de l'édition et de l'industrie du livre". Par ailleurs, la 7e édition du prix a vu le sacre de l'autrice et traductrice Inaam ayoud en langue arabe pour son roman "Houaria" (Mim Edition), Hachemi Kerrache en langue amazighe pour son roman "1954, Talalit n Usirem" (éditions Thira), tandis que le prix de la langue française a été attribué au roman "Sin, la lune en miettes" (Casbah Editions) de l'écrivain Abdelaziz Otmani.



**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE**  
**DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE**  
**DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT**  
**NIF : 4110 060000 46013**

**Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacité  
Minimales N° 04/DHW AT/2026**

La direction de l'hydraulique de la Wilaya de Ain Temouchent, identité sous le numéro Fisca. NIF : 4110 060000 46013 lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales à la concurrence nationale N°04/DHW/2026 pour :

**Intitulée de l'opération :** Rénovation des équipements hydro-électromécanique de la station de pompage principale de Dzoua (W.Ain Temouchent)

**Projet:**

Rénovation des équipements hydro-électromécanique de la station de pompage principale de Dzoua (W.Ain Temouchent)

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'hydraulique de la wilaya d'Ain Temouchent et doivent répondre aux conditions minimales suivantes :

**Conditions de Participation :**

Ne peuvent soumissionner au présent avis d'appel d'offre que les entreprises ayant :

**1- Condition N° 01 : (Capacités professionnelles)**

- ✓ Les soumissionnaires doivent obligatoirement disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle (activité principale en hydraulique) en cours de validité, Catégorie Six (06) ou plus.

**2- Condition N° 02 : (Capacités financières)**

- ✓ Les soumissionnaires doivent déposer les bilans des Trois (03) dernières années ou C20 et justifier par le chiffre d'affaire annuel moyen suivant :

Le chiffre d'affaire annuel moyen doit être supérieur ou égale à 50 000 000,00 DA.

Les moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années ou C20

**3- Condition N° 03 : (Capacités Techniques)**

- A. Références professionnelles :** Avoir réalisé au moins un projet de même nature (Rénovation ou réhabilitation des équipements d'une station de pompage ou une station de relevage ou une station d'épuration ou station de traitement).

Les références professionnelles doivent justifiées par une ou plusieurs attestations de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage public.

**B. Moyens humains :**

- ✓ **(01) Ingénieur d'état Ou Master II** en hydraulique ou électromécanique, (d'un minimum d'expérience De 03 ans)

Justifiés par des copies des diplômes+ CV+ Attestation de travail + fiche de carrière CNAS + attestations d'affiliation CNAS valide à la date d'ouverture des plis. ( au moins 03 mois )

**NB :** L'ancienneté de l'encadrement justifié par CV+ les attestations de Travail + fiche de carrière CNAS)

**- Main d'œuvre**

- ✓ Disposant au moins de 10 ouvriers justifiés par les attestations d'affiliation de la CNAS valide à la date d'ouverture des plis.

- c. Moyens matériels :** ayant au moins une (01) Grue mobile, et un (01) Camion à benne avec une charge utile De 10 tonnes et plus.

**• NB :** prouvant la propriété du matériel roulant ou contrat de location pour la Grue mobile.

**Matériel roulant :** doit être justifié par les cartes grises+ assurance+ contrôle technique au nom de soumissionnaire le jour de l'ouverture des plis,

**NB :**

- ✓ Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement
- ✓ Aucune demande de complément n'est permise pour les conditions d'éligibilité.
- ✓ Si Le montant de Lettre de soumission n'est pas rempli partiellement ou en totalité en lettre ou en chiffre l'offre sera rejetée systématiquement, constatée lors de l'ouverture des plis.

**Dossier d'Appel d'offres**

-Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui seront insérer dans les trois enveloppes séparés et cachetés, et doit comprendre les documents suivants :

**A-Dossier de candidature contiendra :**

1. La déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée en totalité, datée, signée et cachetée,
2. La déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée en totalité, datée, signée et cachetée,
3. Registre de commerce électronique,
4. Extrait de rôle de l'entreprise apuré ou avec échéancier avec toutes les impositions
5. Attestation de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATPH, en cours de validité à la date d'ouverture des plis
6. Numéro d'immatriculation fiscale
7. Attestation de solvabilité bancaire de l'entreprise en cours de validité
8. C20 ou les bilans des 03 dernières années visés par les services fiscaux.
9. La copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C ou SPA)
10. Attestation de dépôt des comptes sociaux délivrée par le CNRC, pour les sociétés commerciales dotées de la Personnalité morale de droit algérien année en cours de la dernière exercice.
11. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
12. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, dessous-traitants :

- a) **Capacités professionnelles :** Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, catégorie Six « 06 » ou plus, activité principale en Hydraulique.

**b) Capacités techniques :**

- Liste des moyens humains :

**Pour l'encadrement :** Justifiés par des copies des diplômes+ CV+ Attestation de travail + fiche de carrière CNAS + attestations d'affiliation CNAS valide à la date d'ouverture des plis.

**Pour les ouvriers :** justifiés par mise à jour CNAS + l'attestation d'affiliation à la CNAS en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

- **Moyens matériels :**

- **Matériel roulant :** doit être justifié par les cartes grises + les polices d'assurances en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.
- **Matériel non roulant :** doit être justifié par les factures d'achat et le PV constat du matériel effectué par Huissier de justice ou Expert judiciaire ou commissaire-priseur de l'année en cours.

- **References professionnelles** dûment justifiées par une ou plusieurs attestations de bonne exécution, délivrées par le maître de l'ouvrage public.

**c) Capacités financières**

- ✓ Les soumissionnaires doivent déposer les bilans des Trois (03) dernières années ou C20 et justifier par le chiffre d'affaire annuel moyen suivant :

Le chiffre d'affaire annuel moyen doit être supérieur ou égale à 50 000 000,00 DA.

Les moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années ou C20

**B.L'offre technique contient :**

- La déclaration à souscrire, jointe en annexe, renseignée en totalité, datée et signée et cachetée,
- **Mémoire technique justificatif :** Le mémoire et un document qui doit évidemment être personnalisé, elle servira à noter la valeur technique de l'offre
- Joindre une fiche technique des pompes au mémoire technique justificatif.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre Technique (Moyens Humains + Moyens matériels) des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants
- Un planning d'exécution selon les travaux du marché avec délai de réalisation
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

**C. l'offre financière**

- La lettre de soumission, jointe en annexe, renseignée en totalité, datée et signée et cachetée.
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U), daté et signé et cacheté
- Le détail quantitatif et estimatif (D.Q.E), daté et signé et cacheté

A l'appui de leur soumission, les candidats devront obligatoirement joindre les documents exigés par la Réglementation en vigueur Au cas où le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière ne sont pas remises sous plis distincts, l'offre sera automatiquement rejetée et retournée au soumissionnaire.

L'ensemble des trois enveloppes seront mis dans une autre enveloppe cachetée dite « enveloppe extérieure » celle-ci portera le nom du projet ainsi que la mention « **Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** »

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES  
N° 04/DHW AT/2026**

**Projet :**

Rénovation des équipements hydro-électromécanique de la station de pompage principale de Dzoua (W.Ain Temouchent)

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DE LA WILAYA DE AIN TEMOUCHENT  
Hay Zaytoun, Wilayet Ain Temouchent

La durée de préparation des offres est fixée le 10 <sup>ème</sup> jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence dans le BOMOP, la presse ou le portail des marchés publics. Si cette date coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour d'ouverture des plis correspondent au dernier jour de la préparation des offres est fixée : **Avant 12h00 min.**

Aucune offre ne sera réceptionnée avant ou après cette date et cette heure. Et aucune soumission une fois déposée ne peut être retirée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois soit (100) jours conformément aux dispositions de l'article 98 du décret Présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et conformément aux dispositions de l'article 76 de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Le délai de validité commence à courir à compter de la date de dépôt des offres

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des offres qui se tiendra le jour même de la date limite de dépôt des offres à 14 heures, et ce au niveau du siège de la Direction de l'hydraulique Hai Zitoun Ain - Témouchent .

LE DIRECTEUR DE L'HYDRAULIQUE



# L'étiquette qui tue : pourquoi les tomates de Laâyoune ne sont pas marocaines

Par Laala Bechetoula

## UNE TOMATE PEUT-ELLE MENTIR ?

Car derrière ce fruit banal, il y a un territoire : Laâyoune, Dakhla, toute cette bande côtière que les atlas présentent encore comme «Sahara occidental». Derrière cette étiquette, il y a un peuple qui n'a jamais consenti. Derrière ce mensonge commercial, il y a cinquante ans d'occupation, de déni, d'exil.

Le 4 octobre 2024, la Cour de Justice de l'Union européenne a dit l'évidence que trop de capitales voulaient ignorer : les produits du Sahara occidental ne peuvent pas être étiquetés comme marocains.

C'est une question d'étiquette. Ce n'est jamais qu'une question d'étiquette.

Mais dans ce monde où le droit plie sous le poids des intérêts, une étiquette peut peser aussi lourd qu'un traité.

## LA HAYE, 1975 : LE PREMIER AVERTISSEMENT

Il faut revenir à l'origine. Non pas pour ressasser, mais pour comprendre comment une tomate a pu devenir l'enjeu d'une guerre juridique de cinquante ans.

Le 16 octobre 1975, la Cour internationale de Justice rend son avis consultatif. La question est simple : le Sahara occidental était-il, au moment de la colonisation espagnole, une terre sans maître ? Existe-t-il des liens de souveraineté entre ce territoire et le Maroc ou la Mauritanie ?

La Cour répond avec la précision d'un scalpel. Oui, il existait des «liens d'allégeance» entre certaines tribus et le Sultan du Maroc. Non, ces liens ne constituent pas une souveraineté territoriale. Et surtout, ils ne sauraient «emporter aucun droit de souveraineté sur le territoire» ni «arrêter l'application du principe d'auto-détermination».

Le président Manfred Lachs, lisant l'avis, prononce une phrase que l'histoire retiendra : «Les populations du Sahara occidental avaient le droit de disposer d'elles-mêmes, un droit qui devait s'exercer par l'expression libre et authentique de leur volonté.»

C'était il y a cinquante ans. Les tomates, à l'époque, n'avaient pas d'étiquette. Mais le droit, lui, était déjà écrit.

## OCTOBRE 2024 : LE SÉISME DE LUXEMBOURG

Cinquante ans plus tard, le 4 octobre 2024, la Grande Chambre de la Cour de Justice de l'Union européenne rend ses arrêts dans les affaires C-778/21 P et C-798/21 P. La salle d'audience, bondée, retient son souffle.

La Cour annule les accords commerciaux et de pêche entre l'UE et le Maroc en ce qu'ils s'appliquent au Sahara occidental. Son raisonnement tient en une phrase, mais c'est une phrase qui pèse des tonnes : «Le peuple du Sahara occidental n'a pas consenti à l'exploitation de ses ressources naturelles.»

Et puis vient le détail qui tue : les produits originaires du Sahara occidental ne peuvent bénéficier du régime préférentiel accordé aux produits marocains. Ils ne peuvent pas porter l'étiquette «Maroc». Car le Sahara occidental et le Maroc sont, juridiquement, deux territoires distincts.

C'est une question d'étiquette. Mais derrière l'étiquette, il y a la reconnaissance implicite d'une réalité que Rabat a passé cinquante ans à nier : le Sahara n'est pas marocain.

## LE 11 NOVEMBRE 2024 : L'AVEU QUE PERSONNE N'ATTENDAIT

Il faut lire la note du service juridique du Conseil de l'Union européenne, datée du 11 novembre 2024. C'est un document administratif, froid, technique. Mais sa lecture donne le vertige. Le Conseil y reconnaît plusieurs évidences que les communicants du Makhzen

avaient tenté d'enterrer sous des montagnes de déments.

Première évidence : «la majorité des habitants actuels n'appartiennent pas à ce peuple et une grande partie de ce dernier est en exil.» Autrement dit, les Marocains installés par la politique de peuplement ne créent pas un nouveau droit. Les réfugiés des camps, ceux qui attendent depuis 1975, restent les seuls titulaires légitimes.

Deuxième évidence : «le consentement ne peut être présumé que si l'accord prévoit que le peuple lui-même reçoit un bénéfice spécifique, tangible, substantiel et vérifiable.» Or, les accords annulés profitaient au Maroc et aux flottes européennes, pas un centime n'atteignait les Sahraouis sous tente.

Troisième évidence, la plus cinglante : les produits du Sahara occidental ne peuvent être étiquetés comme marocains.

Ce jour-là, à Bruxelles, dans un bureau sans fenêtre, un fonctionnaire a écrit ce que des générations de diplomates avaient tenté d'effacer : l'étiquette ment. La tomate de Laâyoune n'est pas marocaine.

## LA COLÈRE DE KAMAL SABRI

Il faut citer ici Kamal Sabri, président de la Chambre des pêches maritimes de l'Atlantique Nord. Le 18 novembre 2024, dans une déclaration rapportée par Le Desk, il explose : «Aucun accord ne sera conclu avec quiconque ne reconnaît pas que ce territoire est marocain à 100 %.»

La phrase mérite qu'on s'y arrête. Pourquoi exiger des autres qu'ils reconnaissent ce qui serait, selon la thèse officielle, une évidence ? Les Espagnols n'exigent pas de reconnaissance internationale pour affirmer que Madrid est espagnole. Les Italiens ne conditionnent pas leurs accords à une déclaration sur l'appartenance de Rome.

Cette exigence, répétée comme un mantra, est en réalité l'aveu d'une insécurité juridique chronique. On exige des autres ce que l'on n'est pas sûr de posséder soi-même. On brandit des listes de consulats comme on agite des talismans. Mais le droit ne se contente pas de talismans.

## L'ARTICLE 266 ET LA CONSCIENCE EUROPÉENNE

L'article 266 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne impose aux institutions de prendre les mesures que comporte l'exécution des arrêts de la Cour. Ce n'est pas une recommandation. C'est une obligation.

L'Union européenne, qui a bâti une partie de sa légitimité sur l'État de droit, se trouve aujourd'hui face à un choix cornélien. Ou elle respecte ses propres juridictions, et elle corrige ses accords. Ou elle les ignore, et elle signe l'arrêt de mort de sa crédibilité juridique.

Certains États membres plaident pour une «solution politique» qui contournerait l'obstacle judiciaire. Mais le droit ne se contourne pas. Il se respecte ou se viole. Il n'y a pas de troisième voie.

Et si l'Europe choisit la violation, alors elle offre au monde le spectacle désolant d'une puissance qui prêche l'État de droit aux autres et le bafoue chez elle.

## CE QUE DISENT LES TÉMOINS

Il faudrait pouvoir donner la parole à ceux que les étiquettes ne mentionnent jamais.

À ce berger rencontré près de Tifariti, qui montre l'horizon et dit : «Mon grand-père est né là-bas, mon père est né là-bas, moi je suis né ici, sous la tente. Mais c'est le même endroit, le même ciel, la même

terre. Pourquoi ne puis-je y retourner ?»

À cette femme de soixante-quinze ans, dans un camp près de Tindouf, qui conserve une clé rouillée accrochée au mur de sa tente. «C'était la clé de notre maison à Smara. Je l'ai prise quand nous sommes partis en 1975. Nous reviendrons. Les clés ne mentent pas.»

À cet enfant né en exil, qui demande à sa mère pourquoi il n'a jamais vu la mer alors que son pays en a une des plus poissonneuses du monde.

Ces témoignages ne pèsent rien dans les négociations. Ils n'apparaissent dans aucun communiqué conjoint. Mais ils sont la chair de ce droit que les juristes de La Haye et de Luxembourg ont patiemment tissé.

## LE PHOSPHATE ET LES LARMES

Le phosphate de Bou Craa est l'un des plus purs au monde. Il part chaque jour, par un convoyeur de cent kilomètres, vers les ports, vers les marchés, vers les usines d'engrais qui fertiliseront les terres d'Europe et d'Amérique.

Sur chaque cargaison, une mention : «Origine : Maroc».

Mensonge.

Car ce phosphate dort sous un sol que la CIJ a soustrait à toute souveraineté marocaine. Il appartient à un peuple qui n'en a jamais vu la couleur. Il nourrit des terres lointaines tandis que les enfants sahraouis grandissent avec du lait en poudre distribué par le PAM.

Le phosphate de Bou Craa n'est pas marocain. Les tomates de Laâyoune ne sont pas marocaines. Le poisson pêché au large de Dakhla n'est pas marocain.

Toutes ces étiquettes sont des mensonges. Et les mensonges, à force d'être répétés, finissent par tuer.

## LA QUESTION QUI TUE

Alors, puisque nous sommes à Washington, puisque les négociations battent leur plein, posons la question avec toute l'élégance requise :

Si le plan d'autonomie marocain est «sérieux et crédible» ; si, comme on le répète, il représente «la seule solution réaliste» ; si la grande majorité des Sahraouis aspirent à vivre sous la bannière chérifienne...

Pourquoi ne pas organiser un référendum pour le confirmer ?

Pourquoi cette peur panique du bulletin de vote ?

Pourquoi ces décennies d'obstruction à la MINURSO ?

Pourquoi ces manœuvres pour reporter sine die la consultation promise en 1991 ?

La réponse est si simple qu'elle en devient gênante : parce qu'on sait, au fond des chancelleries comme au cœur du palais royal, que le peuple sahraoui choisira l'indépendance. Parce que cinquante ans d'exil n'ont pas effacé la mémoire. Parce que les clés rouillées des camps valent tous les plans d'autonomie du monde.

## LE DROIT EST UNE ÉPONGE

Le droit international a ceci de particulier qu'il ressemble à une éponge. On peut le presser, le tordre, l'essorer pour lui faire rendre toute sa substance. On peut le réduire à une peau de chagrin que les puissants agitent comme un hochet.

Mais l'éponge, lâchée, reprend sa forme. L'eau y remonte par capillarité. Les principes, comprimés, finissent toujours par ressurgir.

L'avis de la CIJ de 1975 a été pressé pendant cinquante ans. Les arrêts de la CJUE d'octobre 2024 ont été pressés pendant quelques mois. La note du Conseil de novembre 2024

a été pressée pendant quelques semaines.

Et pourtant, l'éponge reprend sa forme. Le droit ressurgit. Et il dit, d'une voix calme et définitive, que les tomates de Laâyoune ne sont pas marocaines.

## L'ÉTIQUETTE OU LA VIE

Certains trouveront dérisoire de faire tant d'histoire pour une étiquette. Ils ont tort.

Car l'étiquette, dans ce conflit, n'est jamais qu'un symptôme. Elle révèle la maladie profonde : la négation d'un peuple, l'exploitation sans consentement, l'occupation sans fin.

Si l'on peut mentir sur une tomate, on peut mentir sur tout. Si l'on peut frauder l'origine d'un fruit, on peut frauder l'origine d'un territoire. Si l'on peut tromper le consommateur sur la provenance de son dîner, on peut tromper la communauté internationale sur la nature de l'occupation.

Alors oui, c'est une question d'étiquette. Mais c'est aussi une question de dignité. De justice. De vie.

## LA TOMATE ET LA CLÉ

Dans les camps de réfugiés, près de Tindouf, les enfants grandissent en apprenant le nom des villes qu'ils n'ont jamais vues. Smara, Laâyoune, Dakhla. Ils dessinent des cartes sur le sable. Ils rêvent de retour.

Leurs mères conservent des clés rouillées, seules preuves tangibles d'une vie d'avant. Ces clés ne ferment plus rien. Elles n'ouvrent plus que la mémoire.

Un jour peut-être, ces enfants iront au supermarché d'une ville européenne. Ils verront des tomates brillantes, d'un rouge appétissant. Sur l'étiquette, ils liront : «Produit du Maroc». Ils souriront.

Car ils sauront, eux, que ces tomates viennent de Laâyoune. Que Laâyoune n'est pas marocaine. Que l'étiquette ment. Et que le mensonge, comme toutes les choses humaines, finira par passer.

Reste la clé. Elle, elle ne ment pas.

## LE DÉSERT N'OUBLIE JAMAIS

Les empires passent. Les alliances se défont. Les contrats se renégocient. Les tomates pourrissent.

Mais le désert, lui, n'oublie jamais.

Il se souvient des caravanes qui reliaient Tombouctou à l'Europe. Il se souvient des campements nomades et des puits partagés. Il se souvient des accords conclus sous la tente et des serments prononcés à la nuit tombée.

Le désert se souvient aussi de 1975. De l'exode. Des bombes au phosphore. Des colonnes de réfugiés marchant vers l'est, vers l'exil, vers les camps.

Le désert se souvient que ce territoire a un peuple. Que ce peuple a un nom. Que ce nom est sahraoui.

Et le désert attend. Patiemment. Éternellement.

Il sait que les étiquettes s'arrachent avec le temps. Il sait que le droit finit toujours par triompher de l'argent et des lobbyistes.

Il sait que les tomates de Laâyoune, un jour, porteront le nom de ceux qui les ont cultivées.

Et ce jour-là, les clés rouillées des camps retrouveront leurs serrures.

Ce jour-là, l'étiquette ne tuera plus.

Elle guérira.

Dans les supermarchés de Bruxelles, de Paris ou de Madrid, les tomates continuent de s'aligner en rangées parfaites. Le consommateur passe, achète, consomme. Il ne sait pas que chaque étiquette est un champ de bataille.

Mais le désert, lui, sait.

Et le désert n'oublie jamais.



## «Guerre ouverte» déclarée aux autorités talibanes Le Pakistan bombarde Kaboul

Le gouvernement pakistanais a déclaré vendredi la «guerre ouverte» aux autorités talibanes après une offensive afghane lancée la veille à sa frontière, qui a conduit Islamabad à bombarder notamment Kaboul en représailles, après des mois de dégradation de leurs relations.

Longtemps proches, le Pakistan, puissance nucléaire, et l'Afghanistan s'affrontent sporadiquement depuis que les dirigeants talibans ont repris le contrôle de Kaboul en août 2021. Le Pakistan accuse les autorités afghanes d'abriter des activistes armés qui lancent des attaques sur le territoire pakistanais - ce que l'Afghanistan dément. La plupart des attaques ont été revendiquées par les talibans pakistanais (TTP). Les heurts se sont intensifiés dernièrement et depuis les combats d'octobre qui ont fait 70 morts de part et d'autre, leur frontière commune reste largement fermée. Le Pakistan a frappé dans la nuit plusieurs sites afghans dont les principales villes Kaboul et Kandahar et la province frontalière de Paktia (est). Une «réponse appropriée» à l'attaque afghane de la veille, selon le ministre pakistanais de l'Intérieur Mohsin Naqvi.

«Notre patience a atteint ses limites. C'est désormais la guerre ouverte entre nous et vous», a déclaré le ministre de la Défense pakistanais, Khawaja Asif, sur X. «Nos troupes ont toute la capacité nécessaire pour écraser toute ambition agressive», a renchéri le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif, sur le compte X de son gouvernement. Les rues de Kaboul étaient redevenues calmes après le lever du jour, en ce vendredi du mois de

ramadan. En réponse aux bombardements nocturnes, les autorités talibanes ont annoncé vendredi de nouvelles frappes à «grande échelle» contre des positions de soldats pakistanais.

### POSTE-FRONTIÈRE

Vers 09H30 des coups de feu et des tirs d'artillerie ont été entendus vendredi par des journalistes de l'AFP en territoire afghan, près du poste-frontière stratégique de Torkham, l'un des rares restés ouverts entre Afghanistan et Pakistan. Près du poste-frontière, le camp d'Omari, qui accueille des Afghans rapatriés en masse du Pakistan, a essuyé des tirs pendant la nuit, poussant des personnes à fuir. «J'ai vu du sang, (des tirs) ont blessé deux ou trois enfants et deux ou trois femmes», a déclaré vendredi à l'AFP Gander Khan, rapatrié afghan de 65 ans.

Jeudi, l'armée afghane avait lancé des «attaques massives» à la frontière, en riposte à des bombardements pakistanais le weekend dernier. Islamabad avait alors dit avoir visé des camps «terroristes» réponse à des attentats-suicides au Pakistan, et fait plus de 80 morts, selon une source sécuritaire. En retour, le porte-parole des autorités talibanes Zabihullah Mujahid a affirmé que les forces afghanes avaient pris, jeudi, 15 avant-postes pakistanais et tué des «dizaines» de soldats. Le gouvernement taliban a confirmé vendredi les frappes pakistanaises. Le ministère afghan de la Défense a indiqué que huit de ses soldats avaient été tués lors de l'offensive terrestre de jeudi.

Un porte-parole du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a



lui évoqué de «lourdes pertes» infligées aux Afghans. Le ministère pakistanais de l'Information a accusé l'Afghanistan d'avoir «ouvert le feu unilatéralement».

### OFFRE DE MÉDIATION IRANIENNE ET CHINOISE

Selon la mission de l'ONU en Afghanistan, les bombardements du weekend dernier, les plus importants depuis octobre, ont tué au moins 13 civils, tandis que le gouvernement taliban a affirmé qu'au moins 18

personnes avaient péri.

Avec ces frappes nocturnes, «le Pakistan semble avoir étendu ses frappes, qui ne visent plus seulement le TTP (talibans pakistanais) mais désormais aussi le régime taliban», a observé sur X Michael Kugelman, spécialiste de l'Asie du Sud, notant une «escalade significative et dangereuse».

Une brève trêve entérinée le 19 octobre avait été jugée caduque neuf jours plus tard par le Pakistan qui avait accusé l'Afghanistan d'orchestrer des attentats menés par les TTP. Depuis, des cycles de négocia-

tions ont échoué à désamorcer le conflit, même si une intervention de l'Arabie saoudite a permis de faciliter la libération de trois soldats pakistanais capturés par les Afghans en octobre.

Les ministères iranien puis chinois des Affaires étrangères ont proposé vendredi d'œuvrer à la médiation entre les deux pays voisins. Les chefs de la diplomatie saoudienne et pakistanaise se sont aussi entretenus au téléphone des moyens «de réduire les tensions» dans la région, selon un communiqué publié vendredi par Ryad.

## Dans le camp d'al-Hol en Syrie Le «chaos total»



«C'était le chaos total»: des témoins ont raconté comment des proches de jihadistes avaient fui le camp d'al-Hol en Syrie après le retrait des forces kurdes fin janvier, les autorités reconnaissant des évasions massives. Un correspondant de l'AFP est entré dans ce camp du nord-est de la Syrie mercredi et a constaté qu'il était quasiment désert, après la décision des autorités syriennes de l'évacuer.

Dans l'Annexe, une section sous haute sécurité, il a vu des jouets d'enfants et des tricycles abandonnés. Des familles sont parties à la hâte, laissant des vêtements, des cahiers et même de la nourriture. Les forces kurdes s'étaient retirées le 20 janvier sous la pression militaire de Damas de ce camp, le plus grand de proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui abritait quelque

23.500 personnes. Les forces de sécurité syriennes affirment en avoir pris le contrôle six heures plus tard. «Les Kurdes se sont retirés, puis des gens et des combattants de tribus locales sont arrivés», déclare Saleh Mahmoud al-Hafez, un habitant du village d'al-Hol attendant au camp. «En un instant, c'était le chaos total», ajoute-t-il. «Des voitures ont commencé à transporter des gens» hors du camp, qui «est resté sans aucun contrôle sécuritaire pendant trois heures».

Al-Hol, peuplé notamment de femmes et d'enfants, abritait une majorité de Syriens et d'Irakiens, mais environ 6.500 étrangers de 44 nationalités vivaient dans l'Annexe. L'accès est désormais interdit et des barrages de contrôle sont établis sur la route qui mène au camp, selon le correspondant de l'AFP. Le camp, où les tentes blanches s'étendent à

perte de vue, est quasiment désert, et des sacs d'ordures jonchent ses allées.

### «EVASIONS COLLECTIVES»

En tout, ce sont des milliers de personnes qui ont disparu. Les autorités ont évacué les familles restantes la semaine dernière, vers le camp d'Akhtar, au nord d'Alep, estimant que «les conditions essentielles», notamment de sécurité, faisaient défaut à al-Hol. Mercredi, le ministère de l'Intérieur a confirmé des «évasions collectives», accusant les forces kurdes de s'être retirées «de façon soudaine».

Ce retrait «était le résultat direct de l'attaque militaire (...) ciblant le camp et ses environs par les forces affiliées à Damas», ont réagi les forces kurdes, assurant que les familles étaient parties après l'arrivée des for-

ces syriennes. Mourhaf al-Olayane, un agriculteur de 43 ans qui habite dans une maison jouxtant le camp, raconte lui aussi qu'après le départ des forces kurdes, «des voitures sont venues, ont pris des familles et sont parties». Ce père de cinq enfants dit avoir vu des «hommes en treillis» parmi ceux qui évacuaient les familles. «Les gens se sont enfuis (...) dans toutes les directions» affirme Farhane Abbas, 86 ans, un autre voisin du camp.

### «GRAVES RISQUES»

L'Annexe comptait notamment un grand nombre originaires de Russie, du Caucase et des républiques d'Asie centrale, que leurs pays refusent de rapatrier. Des instituteurs de l'ancien bastion rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, ont indiqué que plusieurs enfants ouzbeks s'étaient enregistrés dans leurs établissements fin janvier. Idlib abritait de nombreux jihadistes étrangers et c'est de cette région qu'une coalition islamiste est partie pour lancer fin 2024 une offensive fulgurante lui ayant permis de prendre le pouvoir en Syrie. La manière «largement imprévue et chaotique» dont les familles retenues à al-Hol ont quitté les lieux «expose les femmes et les enfants à de graves risques, notamment la traite, l'exploitation et le recrutement par des groupes armés», a alerté l'ONG Human Rights Watch (HRW). Les forces kurdes gardent pour le moment le contrôle d'un camp plus petit, Roj, où sont détenus des proches de jihadistes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français.

Concernant les jihadistes eux-mêmes, l'armée américaine a achevé le transfert de plus de 5.700 détenus de Syrie vers l'Irak, pour garantir leur surveillance.



Es-Sénia

## Le wali ordonne l'évacuation d'un espace vert occupé illégalement



J.Boukraa

La lutte contre les atteintes au foncier public se poursuit à Oran. Dans le cadre de la lutte contre l'occupation illégale des biens relevant du domaine de l'État, le wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, a effectué jeudi une sortie de terrain au niveau de la commune d'Es-Sénia. Sur place, le chef de l'exécutif a constaté des dépassements caractérisés portant sur une assiette foncière classée comme espace vert et relevant du domaine public. Un individu s'est rendu coupable de l'appropriation et de l'exploitation illégale de cette parcelle, située en face d'un projet touristique implanté dans la commune. Or, cette superficie fait partie intégrante des biens de

l'État et ne peut en aucun cas être exploitée à des fins commerciales ou d'investissement privé sans base légale.

Accompagné du responsable de la cellule environnement du cabinet, ainsi que des éléments de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement, le wali a ordonné l'évacuation immédiate des lieux. Il a également instruit les services concernés d'engager les procédures réglementaires nécessaires à l'encontre des contrevenants, conformément aux lois en vigueur. Cette intervention s'inscrit dans une démarche ferme visant à imposer le respect de la réglementation, à protéger le foncier public et à préserver les espaces verts, considérés comme un patrimoine collectif au service des

citoyens. Les autorités locales réaffirment ainsi leur détermination à faire respecter la loi et à mettre un terme à toute tentative d'empiètement sur les biens de l'État.

En effet, ces derniers mois les services compétents de la wilaya et des communes ont entamé une vaste opération visant libérer les espaces squattés illicitement. Ainsi de nombreuses extensions illicites et des marchés informels ont été démantelés à travers plusieurs communes de la wilaya, notamment à Oran, Bir El Djir, Es-Sénia, Arzew et Bethioua. Le wali d'Oran a à maintes reprises appelé les maires et les chefs de daïra à intensifier les opérations de lutte contre le squat des espaces publics, les constructions illicites et les marchés informels.

## Service de pneumologie de l'EHU d'Oran Signature d'une convention avec un laboratoire de l'USTO-MB

Le service de pneumologie de l'EHU «1<sup>er</sup> Novembre 1954» d'Oran a signé, récemment, une convention avec le laboratoire des sciences des données et des applications cognitives de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB), a-t-on appris auprès du chef du même service, le Pr Aïssa Ouardi.

Le Pr Ouardi a indiqué que cette convention a été conclue dans le cadre d'un accord-cadre signé, récemment, entre l'EHU d'Oran et l'USTO-MB, visant à promouvoir la santé numérique au sein de l'établissement hospitalier. Le service de pneumologie a été retenu comme service pilote pour impulser cette dynamique, à travers le développement de plusieurs axes, notamment la mise en place de plateformes de téléconsultation, de télémedecine et de télésuivi des patients atteints de pathologies respiratoires chroniques. Selon le même responsa-

ble, cette initiative permettra d'intégrer progressivement des outils d'intelligence artificielle dans les processus de diagnostic et de suivi médical, en exploitant les données cliniques et radiologiques, dans le respect strict des règles d'éthique et de protection des données de santé.

Il a, en outre, souligné l'importance stratégique de ces outils numériques, notamment la télémedecine, pour assurer le suivi des patients résidant dans des régions éloignées ne disposant pas de centres d'expertise en pneumologie. Ces dispositifs permettront d'éviter des déplacements contraignants aux malades, d'assurer une continuité des soins et d'offrir un avis spécialisé à distance, contribuant ainsi à réduire les inégalités d'accès aux soins. Ce même responsable a, par ailleurs, mis en exergue l'organisation régulière de réunions de concertation pluridisciplinaires (RCP) par visioconférence, asso-

ciant pneumologues, radiologues, oncologues et autres spécialistes concernés. «Ce mode de fonctionnement favorisera une prise de décision collégiale rapide et efficace, notamment pour les cas complexes, tout en renforçant la coordination entre les différents établissements de santé», a-t-il souligné. Le Pr Ouardi a souligné que la santé numérique constitue, aujourd'hui, un levier stratégique pour améliorer la qualité de la prise en charge des patients et optimiser les performances des structures hospitalières, notamment face à l'augmentation des maladies respiratoires et aux défis organisationnels du secteur. Cette démarche s'inscrit dans la modernisation du système de santé, à travers le renforcement de la coopération entre le secteur hospitalier et l'université, et la valorisation des compétences nationales en matière de technologies innovantes au service du patient.

## Sûreté de wilaya

## Un faux vendeur de terrains «en cours de régularisation» arrêté

J. Boukraa

Les services de police de la sûreté de wilaya d'Oran ont mis fin aux agissements d'un individu impliqué dans des affaires d'escroquerie et de falsification de documents administratifs. L'opération a été menée par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers, suite à plusieurs plaintes déposées par des victimes affirmant avoir été escroquées par un homme se présentant comme propriétaire

de terrains à bâtir et de logements «en cours de régularisation». Selon les investigations, le suspect adoptait une stratégie élaborée pour gagner la confiance de ses victimes. Il les accompagnait notamment jusqu'aux services de la direction des Domaines, prétendant que les parcelles proposées faisaient l'objet de procédures de

régularisation, afin de donner une apparence officielle à ses transactions frauduleuses. Après finalisation des procédures légales avec le procureur de la République près le tribunal d'El Othmania, le mis en cause a été identifié, interpellé et présenté devant la justice. Un mandat de dépôt a été prononcé à son encontre.

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 ramadhan 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h13	13h16	16h30	19h01	20h18



## Université d'Oran 1 Formation sur l'exploitation des brevets tombés dans le domaine public

L'exploitation des brevets tombés dans le domaine public a été au centre de deux journées de formation organisées mercredi et jeudi à l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella, en présence d'étudiants et de porteurs de projets dans le cadre de l'arrêté ministériel 12-75.

Cette initiative, organisée par le Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) en coordination avec l'incubateur d'entreprises de l'Université d'Oran 1, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la culture de l'innovation et de l'ancrage de l'esprit entrepreneurial au sein de l'université. Elle vise à doter les étudiants et les porteurs de projets des mécanismes de valorisation de la propriété intellectuelle et à transformer les idées en projets à valeur ajoutée, conformément à l'arrêté ministériel 12-75 (008). Dans ce contexte, le professeur Abdelmalek Amine, recteur de l'Université d'Oran 1, a affirmé que l'université «s'oriente vers un modèle moderne fondé sur la transformation du savoir en valeur économique et sociale, et sur le passage de l'idée innovante au projet productif». Il a précisé que le rôle de l'université «ne se limite plus à la délivrance de diplômes, mais englobe désormais le soutien à l'innovation et l'accompagnement des étudiants et des chercheurs pour transformer leurs idées en projets à impact, à travers la protection de la propriété intellectuelle et l'adoption de l'esprit entrepreneurial». Il a souligné que la réussite de tout projet repose sur un triptyque essentiel : une

idée innovante, une protection juridique et un esprit entrepreneurial, réaffirmant l'engagement de l'université à accompagner les étudiants à travers ses différentes structures d'appui afin de transformer l'innovation en startup, contribuant au développement et à la création d'emplois. De son côté, la directrice du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation de l'université, la professeure Yamina Halkaoui, a indiqué que les brevets, dont la durée de protection - fixée à 20 ans - est arrivée à expiration, deviennent accessibles à l'exploitation à des fins de recherche au profit de l'ensemble des étudiants, chercheurs et porteurs de projets. Pour sa part, le directeur de l'incubateur d'entreprises de l'université, le professeur Rouane Hassane Omar, a expliqué que ces deux journées de formation ont constitué «une opportunité pour former les étudiants et les porteurs de projets à l'accès à la plateforme dédiée aux brevets tombés dans le domaine public, à l'extraction des informations les concernant et à l'exploitation des anciens brevets dans le développement de nouveaux projets». Le programme de la manifestation comprenait des interventions sur la notion de domaine public en matière de brevets, le cadre juridique et les références internationales, ainsi que les mécanismes de recherche dans les bases de données des brevets expirés, en plus d'ateliers pratiques consacrés au développement d'idées de projets fondées sur des brevets appartenant au domaine public.

## Douanes-ANP

## Près de 5 kg de kif saisis et deux individus arrêtés

K. Assia

Une quantité de 4,942 kg de kif traité a été saisie lors d'une opération menée par les éléments de la brigade des douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur (aéroport international Es-Sénia) en coordination avec les services de l'ANP de la 2<sup>ème</sup> Région militaire. En effet, le renforcement du dispositif de contrôle a permis aux douaniers et aux services de l'ANP d'intercepter deux véhicules et

dont la fouille s'est révélée fructueuse. Une quantité de 4,942 kg de kif traité a été découverte lors de la fouille et deux individus ont été arrêtés et remis aux services compétents pour le complément des investigations.

Il s'agit de déterminer la provenance et la destination finale du produit prohibé et d'identifier d'éventuels complices dans cette affaire de stupéfiants. Les douaniers ainsi que les services de l'ANP ont saisi en plus du kif traité, les deux véhicules en question.

## Aïn El Turck

## Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

J. Boukraa

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé un réseau spécialisé dans la commercialisation de drogues et de psychotropes dans le secteur de compétence d'Aïn El Turck. L'opération, menée par la brigade de lutte contre la criminalité urbaine relevant de la sûreté de daïra d'Aïn El Turck, a permis l'arrestation de trois individus qui utilisaient un véhicule pour faciliter leurs activités illicites. Agissant sur la base d'informations faisant état de la présence d'un réseau actif dans la revente de substances prohibées, les en-

quêteurs ont ouvert une investigation qui a conduit à l'identification et à l'interpellation des suspects, arrêtés successivement. Après accomplissement des procédures légales en coordination avec le procureur de la République près le tribunal d'Aïn El Turck, une perquisition a été effectuée dans un local de vente de quincaillerie et de produits pharmaceutiques. Cette opération a permis la saisie de 8.400 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg ainsi que 7 grammes de cocaïne. Présentés devant le parquet du tribunal d'Aïn El Turck, les mis en cause ont fait l'objet d'un mandat de dépôt.

## Lors de la perquisition de deux locaux commerciaux Saisie de matériel destiné à la chicha

J.Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre les activités commerciales illégales, les services de la sûreté de wilaya d'Oran, représentés par les éléments de la police générale, en coordination avec les sûretés urbaines 12 et 16 ainsi que les agents de l'inspection du commerce d'Oran-Centre, ont mené une opération de contrôle ciblée. Cette intervention a

abouti à la perquisition de deux locaux commerciaux où étaient proposés du matériel et des produits destinés à la consommation de chicha. Le bilan fait état de la saisie de 100 chichas, 127 tuyaux, 172 têtes de chicha, 4 kilogrammes de tabac aromatisé («maassel») ainsi que 300 unités de charbon. Des procédures légales ont été engagées à l'encontre des exploitants pour exercice d'activité commerciale sans registre de commerce.



## Mostaganem

**Première cargaison de vêtements fabriqués localement exportée**

**Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a donné jeudi à Mostaganem le coup d'envoi de l'opération d'exportation de la première cargaison de vêtements prêt-à-porter pour enfants, fabriqués localement, vers le marché mauritanien.**



Lors de sa visite au stand du Groupement des industriels du textile de Ghardaïa, dans le cadre du Salon national de l'habillement et des industries textiles organisé dans la wilaya de Mostaganem du 26 février au 2 mars, le ministre a lancé officiellement l'exportation de cette première cargaison de vêtements algériens destinés aux enfants vers la Mauritanie. M. Rezig a indiqué que cette opération, qualifiée de "première" dans le domaine de l'exportation de ce type de produits fabriqués localement (vêtements pour enfants) vers la Mauritanie, sera suivie d'autres expéditions "dans les prochains

jours". Le ministre a salué les efforts des opérateurs économiques nationaux, affirmant que de nombreux produits algériens sont désormais exportés vers des pays européens, asiatiques et africains, en raison de leur qualité et de leur conformité aux normes internationales.

De son côté, le président du Groupement des industriels du textile de Ghardaïa, Abdelouahab Baba Smail, a précisé que la première cargaison (7 tonnes) de vêtements pour enfants de haute qualité, fabriqués localement, sera suivie d'une seconde cargaison du même volume (7 tonnes) au cours de la semaine prochaine. Il a ajou-

té que "le Groupement industriel, qui regroupe des dizaines de fabricants de vêtements pour enfants, a participé au Salon des produits algériens à Nouakchott, étudié le marché mauritanien et procédé à l'exportation de cette première cargaison vers ce pays, considéré comme une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest". Concernant les capacités de production et d'exportation, M. Baba Smail a indiqué que "les 50 opérateurs économiques nationaux (usines) membres du Groupement industriel du textile de Ghardaïa couvrent actuellement 50% des besoins du marché national en vêtements pour enfants".

## Tissemsilt

**Des projets pour renforcer l'alimentation en eau**

La wilaya de Tissemsilt enregistre la réalisation de plusieurs projets visant à renforcer le secteur de l'hydraulique, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur du secteur, M. Yacine Belbali.

Le même responsable a précisé que ces projets, inscrits dans le cadre du programme sectoriel, comprennent la réalisation de réservoirs d'eau et le forage de puits profonds, dans le but d'augmenter les capacités de production et de stockage de cette ressource vitale et d'améliorer l'alimentation en eau de la population.

Concernant les réservoirs, les tra-

vaux sont en cours sur quatre infrastructures : deux dans le chef-lieu de la wilaya, aux zones de Sidi El-Houari, d'une capacité de 4.500 mètres cubes, et Ain Lora, d'une capacité de 1.500 mètres cubes, et deux autres dans les communes de Khemisti (5.000 mètres cubes) et Boucaïd, avec une capacité de stockage estimée à 3.000 mètres cubes. Leur réception est prévue au cours du premier trimestre de l'année prochaine, a indiqué la même source.

Par ailleurs, les travaux de forage de six puits profonds sont en cours dans les communes de Tissemsilt, Ouled-Bessam, Layoune, Sidi-Sli-

mane, Bordj-Bounâama et Bordj Emir-Abdelkader. Le taux d'avancement des travaux dépasse 40 %, et leur réception est prévue avant la fin de l'année en cours, a ajouté M. Belbali.

Il a également indiqué que la wilaya de Tissemsilt a bénéficié de nouveaux projets portant sur la réalisation de sept réservoirs d'eau et de sept puits profonds au profit de plusieurs communes, notamment Tissemsilt, Theniet El-Had, Ammari et Lazharia, précisant que les procédures administratives pour l'attribution des marchés de réalisation ont été entamées.

## El-Bayadh

**Une plateforme numérique pour le traitement des demandes de logements**

La wilaya d'El-Bayadh a lancé, récemment, une plateforme numérique dédiée au traitement et à la gestion des demandes de logements des différentes formules, dans le cadre des efforts visant à promouvoir et à moderniser le secteur, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction du Logement.

La même source a précisé que cette plateforme numérique unifiée, supervisée par les services de la wilaya en coordination avec les services des daïras, permettra l'enregistrement, le traitement et le suivi des demandes de logements dans leurs différentes formules, notamment le logement public locatif, le logement rural, les lotissements sociaux et le logement promotionnel

aidé, et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la numérisation du fichier des demandes de logements et vise à améliorer la transparence et l'équité dans l'étude des dossiers, ainsi qu'à unifier les méthodes de travail entre les communes, les daïras et la wilaya, tout en facilitant les opérations de suivi, de statistiques et de prise de décision, a-t-on souligné.

Les autorités locales ambitionnent également, à travers la mise en place de cette plateforme, d'abandonner le traitement papier des dossiers, de prévenir les répétitions et les doubles inscriptions, d'accélérer l'étude des demandes,

d'assurer leur traçabilité et de définir clairement les responsabilités, en plus de faciliter les opérations de contrôle et d'audit.

Par ailleurs, le secteur de l'habitat dans la wilaya connaît actuellement la réalisation de plusieurs projets d'habitat de différentes formules, notamment celle du logement public locatif. Les travaux de réalisation de 2.458 unités de logement sont en cours, réparties à travers plusieurs communes, dont 1.520 unités à El-Bayadh (chef-lieu de wilaya), 340 unités à El-Abiodh Sidi Cheikh, 80 unités à Boualem, 298 unités à Bougtob, 80 unités à Brizina, 80 unités à Rogassa, 20 unités à Kef-Lahmar, 20 unités à Boussemghoun et 60 unités à Chellala.

## Tindouf

**Le projet d'une deuxième station de déminéralisation lancé**

Le projet de réalisation d'une deuxième station de déminéralisation a été lancé dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer la sécurité hydrique et à améliorer le service public de l'alimentation en eau potable, a-t-on appris auprès de la direction des Ressources en eau. Le directeur par intérim du secteur dans la wilaya, Mohamed Baali, a indiqué à l'APS que la capacité de production de cette installation est estimée à 10.000 mètres cubes par jour.

"Les travaux ont été entamés et comprennent également le forage de 10 puits, ainsi que la réalisation de deux conduites d'adduction et de collecte, permettant ainsi de renforcer les capacités de production et d'améliorer la qualité de l'eau distribuée", a-t-il souligné.

Les travaux de réalisation du projet ont été confiés à l'entreprise Cosider, sous la supervision de l'Algérienne des Eaux (ADE), a précisé le même responsable, ajoutant que les services concernés ont déjà entamé le choix de l'assiette de ter-

rain. Le projet comprend des équipements modernes destinés au traitement des eaux souterraines et à l'élimination de l'excès de sels et de minéraux, en plus du raccordement de la nouvelle installation aux réseaux de transfert, de distribution et d'aménagement des infrastructures techniques annexes, conformément aux normes en vigueur.

Dans le même contexte, M. Baali a fait savoir que le secteur des ressources en eau dans la wilaya de Tindouf connaît également la concrétisation d'un projet d'extension de la station actuelle de déminéralisation, inscrit dans le cadre du programme complémentaire approuvé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya. Cette extension permettra de porter la capacité de production de 15.000 à 20.000 mètres cubes par jour, afin de renforcer l'alimentation en eau potable et d'améliorer la qualité du service.

Par ailleurs, le même responsable a signalé l'inscription de l'étude d'un projet de transfert d'eau.

## Mascara

**Les réserves des barrages renforcées**

Les barrages alimentant la wilaya de Mascara ont été renforcés par des quantités supplémentaires d'eau dépassant 22 millions de mètres cubes, grâce aux importantes précipitations enregistrées, récemment dans la région, ont indiqué, jeudi, les responsables de ces infrastructures hydrauliques.

La même source a précisé à l'APS que le barrage de Oued-Taria (Ouzert) a, à lui seul, reçu plus de 12 millions de mètres cubes, tandis que le barrage de Bouhanifia a bénéficié de plus de 7,7 millions de mètres cubes. Le barrage de Chorfa, pour sa part, a enregistré plus de 2,2 millions de mètres cubes, alors que le barrage de Fergoug (commune de Mohammadia) a été renforcé par

117.000 mètres cubes d'eau. De son côté, le barrage d'Oued-Taht, situé dans la commune d'Aïn-Farès (d'une capacité dépassant 7 millions de mètres cubes), a atteint un taux de remplissage de 100%, ce qui a nécessité le lâcher de quantités importantes d'eau suite à la hausse enregistrée de son niveau. Ainsi, à la faveur de ces nouveaux apports, le taux de remplissage global des barrages de la wilaya atteint actuellement environ 64 %, soit un volume stocké dépassant 110 millions de mètres cubes, ce qui permet de garantir l'approvisionnement en eau potable et en eau destinée à l'irrigation agricole pour une période de plus de deux ans, selon la direction locale des Ressources en eau.

## Tlemcen

**Une maison de jeunes en chantier à Aïn Fezza**

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a souligné, jeudi soir, au niveau de la circonscription administrative d'El Aricha, l'importance d'une forte participation des jeunes à l'ensemble des échéances électorales afin de poursuivre la dynamique de construction.

Animant les travaux de la deuxième édition du groupe ciblé des jeunes, le ministre a indiqué que la "culture de la participation aux différents scrutins" doit être davantage renforcée.

Il a ajouté que le Conseil supérieur de la jeunesse a réussi à insuffler "un noyau de regain d'espoir" chez les jeunes afin qu'ils contribuent, par leur énergie, à façonner le présent et l'avenir de l'Algérie. Il a précisé que cette instance a recensé 90.000 jeunes ayant pris part aux différentes manifestations et rencontres initiées au cours des trois dernières années.

M. Hidaoui a également souligné l'importance d'une jeunesse structurée et organisée pour contribuer à la

prise de décision, résolue à s'engager dans la dynamique de construction et à réaliser le développement durable, notamment à travers cette nouvelle wilaya qui sera renforcée par de nouvelles infrastructures et connaîtra une dynamique sur le plan du développement.

Le ministre a par ailleurs salué les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la création de wilayas déléguées et d'autres wilayas de plein exercice, ainsi que les mesures adoptées concernant la loi électorale, le soutien à l'entrepreneuriat désormais érigé en caractéristique marquante des universités algériennes et l'accompagnement des jeunes pour la création de leurs propres entreprises.

La visite du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, a également été marquée par la pose de la première pierre pour la réalisation d'une maison de jeunes dans la commune d'Aïn Fezza, pour un coût dépassant 94 millions de dinars, dont la mise en service est prévue dans un délai de 10 mois.



Skikda

Plus de 7 milliards de dinars pour les routes

Le secteur des travaux publics dans la wilaya de Skikda, a bénéficié au titre de 2026 d'un programme d'investissement public d'une valeur de 7,5 milliards DA, a-t-on appris jeudi auprès du chef du service de développement des infrastructures routières à la direction du secteur, Mohamed Boutaghane.

Ce programme constitué de deux volets mobilise pour les routes nationales un montant de 6,8 milliards DA destiné au doublement et entretien de nombre

de tronçons sur 64,5 km, la réalisation de trois ouvrages d'art et l'entretien de six autres, a précisé le même responsable qui a ajouté que 530 millions DA ont été affectés aux chemins de wilaya en vue de l'entretien de 8,3 km et la construction d'un ouvrage d'art. Selon la même source, la direction des travaux publics a entamé les procédures d'engagement des grands projets dont le doublement de la RN 85 entre les communes d'Ain Bouziane et Sidi Mezghiche et de la RN 3

entre Ain Bouziane et EL Harrouch en plus du renforcement de la RN-44 vers les limites administratives de la wilaya d'Annaba et autres tronçons.

Il a été également programmé l'entretien de la RN 43 entre les deux communes d'El Hadaiek et Bouchetata, d'un ouvrage d'art dans la commune de Sidi Mezghiche outre la reconstruction d'un important ouvrage d'art dans la commune d'Oum Toub sur le chemin de wilaya CW-7, a ajouté la même source.

In-Salah

Derbal lance le projet d'une station de déminéralisation

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a procédé, jeudi à In-Salah, au lancement d'un projet d'une seconde station de déminéralisation de l'eau pour renforcer le dispositif de transfert In-Salah-Tamanrasset.

Le projet en question, d'une capacité de 60.000 m3/jour, implanté à côté de l'ancienne station, est appelé à renforcer l'approvisionnement en eau de qualité de la wilaya d'In-Salah, dont la nappe hydrique présente un fort taux de salinité, et de celle de Tamanrasset via un transfert sur 750

km, en plus de consolider le dé-

veloppement dans les deux collectivités. S'exprimant en marge du lancement du projet, en présence des autorités des deux wilayas, le ministre de l'Hydraulique a indiqué que le projet, lancé sur instructions du président de la République M. Abdelmajid Tebboune, a pour objectif de renforcer l'approvisionnement en eau des citoyens, d'améliorer le service public et d'accompagner le développement dans les deux wilayas.

Selon les informations fournies, la station aura une capacité de production de 60.000 m3/jour et

contribuera à la concrétisation de l'objectif de transfert d'un volume global de 100.000 m3/jour d'eau de qualité vers la wilaya de Tamanrasset.

Confiés à des entreprises nationales spécialisées, avec un délai de réalisation de 13 mois, ce projet structurant aura un impact indéniable sur l'amélioration de la qualité de l'eau potable, la contribution à l'accroissement de la mobilisation de la ressource hydrique et la sécurisation de la région en la matière, en plus d'impulser la dynamique de développement socioéconomique.

Constantine

Un nouvel équipement pour le centre anti-cancer

L'extension du Centre anticancer (CAC) de l'hôpital universitaire Dr Benbadis de Constantine s'est renforcée par l'acquisition d'un nouvel accélérateur linéaire médical de dernière génération (LINAC) pour la radiothérapie, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

L'équipement de pointe permet de cibler les tumeurs avec précision, tout en épargnant les tissus sains, améliorant ainsi l'efficacité du traitement et réduisant les effets secondaires, selon les précisions fournies par la même source. Il contribuera à diminuer les listes d'attente, et offrir aux pa-

tients des soins dans de meilleures conditions. L'acquisition de cet équipement de pointe qui s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation des structures de santé, aura également un impact certain sur le renforcement de la formation spécialisée et la recherche en oncologie, a-t-on ajouté.

Batna

Remise en service de trois salles d'opération au CHU

Trois salles d'opération du centre hospitalo-universitaire chahid-Touhami-Benflis de Batna ont été remises en service après leur réaménagement et équipement, a-t-on appris jeudi auprès de l'administration de cet établissement.

Il s'agit des salles d'opération de chirurgie générale, de chirurgie urologique et de chirurgie pédiatrique dont les activités ont

ainsi été reprises, a précisé le directeur général par intérim du CHU, Ahmed Abdelhafid.

Cette mise en service s'inscrit dans le cadre de l'ouverture progressive du bloc opératoire du CHU qui compte désormais sept salles d'opération contre trois par le passé, selon la même source.

Deux autres salles d'opération entreront en activité dans les quelques prochains jours en

attendant la réouverture des deux salles restantes après leur équipement au titre du programme sectoriel, a ajouté le même responsable.

Le bloc opératoire du CHU a été doté d'équipements médicaux modernes qui permettront d'améliorer la prise en charge des patients et la qualité des soins assurés, a affirmé le même responsable.

El-Oued

Plus de 33 kg de kif saisis

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants relevant du service de la police judiciaire de la wilaya d'El-Oued ont saisi plus de 33 kg de drogue (kif traité) et arrêté quatre individus, a-t-on appris

jeudi de ce corps sécuritaire. Agissant sur la base d'informations faisant état d'un mouvement suspect d'une bande criminelle s'adonnant au trafic de drogue dans la wilaya, un plan sécuritaire a été déployé, sous la supervi-

sion du parquet compétent, a précisé la même source. Cette opération a permis l'interpellation de quatre individus en possession de la quantité de drogue précitée ainsi que de 180 comprimés psychotropes. Après l'achèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant la justice, qui a ordonné leur placement en détention provisoire en attendant le procès.

Alger

Djellaoui inspecte des projets routiers

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué, jeudi soir, une visite de terrain inopinée sur plusieurs sites de projets de développement du réseau routier dans la wilaya d'Alger, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, M. Djellaoui a inspecté les travaux de réalisation de la route de l'expansion touristique à Sidi Fredj et Palm Beach, y compris la réalisation d'un ouvrage d'art, en sus du projet de la pénétrante «Hamissi» dans la commune de Zéralda, ajoute la même source.

Le ministre a également inspecté l'état d'avancement des travaux du projet de la pénétrante des Annassers, qui comprend aussi la cons-

truction d'un ouvrage d'art reliant les Annassers aux communes de Gué de Constantine et Birkhadem, jusqu'à la route nationale (RN) n°1, via Garidi.

Cette visite d'inspection a, en outre, concerné le projet de réalisation de l'échangeur de la RN 1 à Birkhadem, ainsi que sur le projet de dédoublement de la RN 63 reliant Birkhadem à Saoula.

Le ministre s'est enquis, par ailleurs, de l'avancement des travaux au niveau du dernier tronçon de la route reliant l'échangeur du 5-Juillet à Khraicia, notamment la construction du grand pont, et a inspecté le projet de réalisation du tunnel de la commune de Chéraga sur la RN 41, a ajouté le ministère dans son communiqué.

Bejaïa

Plus de 20 quintaux de tabac à chiquer contrefait saisis

Les services de la sûreté de wilaya de Bejaïa ont procédé à la saisie de plus de 20 quintaux de tabac à chiquer contrefait destiné à la commercialisation, et ont arrêté de deux (2) individus suspectés d'être impliqués dans cette affaire, indique jeudi un communiqué de cette institution sécuritaire. Selon la même source, cette opération, inscrite dans le cadre de la préservation de la santé publique et de la protection du consommateur, fait suite à la découverte par les éléments de la sûreté de daïra de Kherrata d'un atelier clandestin de conditionnement de tabac à chiquer, aménagé dans le garage d'un immeuble au centre-ville de Kherrata, suite à des infor-

mations faisant état de cette activité illégale. L'intervention policière s'est soldée par l'interpellation de deux suspects âgés de 21 et 58 ans et la saisie de 22 kg de tabac à chiquer prêts à être écoulés, ainsi que de trois petites balances électroniques.

La poursuite des investigations a permis la découverte de plus de 20 quintaux de tabac à chiquer contrefait, après la perquisition d'un logement situé en face du garage, appartenant au père de l'un des mis en cause. Les services de police ont également saisi 42 kg de cendres, un grand sac de tabac sous forme de feuilles sèches (plante) et une machine mécanique utilisée dans la préparation.

Bouira

Des confiseries impropres à la consommation saisies

Farid Haddouche

Suite à des opérations de terrain menées par des agents de la deuxième sûreté urbaine de Bouira, accompagnés d'agents de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) et en présence d'inspecteurs du service de lutte contre la fraude de la direction du commerce, une quantité de confiseries traditionnelles a été saisie et détruite. Il s'agit de 20 kg de « Zlabia », 260 kg de pâte à « Zlabia », 12 kg de « Kalb el louz », 80 kg de sirop de miel. Ces confiseries ont été jugées impropres à la consommation humaine en raison du non-respect des normes

d'hygiène élémentaires et de l'absence des documents nécessaires à l'exercice de cette activité commerciale. Des poursuites pénales ont été engagées contre le contrevenant. Par ailleurs, la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Sour El Ghozlane a interpellé 5 individus et saisi 41 comprimés d'ecstasy, 60 gélules de Prégabaline, du kif traité et diverses armes blanches prohibées.

Ces arrestations ont été effectuées suite à des renseignements reçus par les éléments de la brigade, indiquant que les suspects étaient impliqués dans le trafic de stupéfiants et la vente de psychotropes dans la ville. Une opération de sécurité a permis leur arrestation.

Un véhicule chute dans un ravin, un mort

Un sexagénaire a trouvé la mort jeudi dans un accident de la route survenu au lieu-dit Boularbah, à Djebahia, suite au dérapage de son véhicule, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit jeudi à 9h40 sur le chemin de wilaya (CW) n° 23, au lieu-dit Boularbah, à Djebahia, lorsque la voiture de la victi-

me a dérapé et est tombée dans un ravin, selon les détails fournis par le Lieutenant Youcef Abdat.

«Le corps sans vie de la victime a été retrouvé près de son véhicule, et une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident», a expliqué l'officier Abdat.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 ramadhan 1447				
El Fedjr 05h55	Dohr 13h01	Assar 16h13	Maghreb 18h45	Icha 20h03



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 ramadhan 1447				
El Fedjr 05h42	Dohr 12h47	Assar 16h00	Maghreb 18h32	Icha 19h49





Ligue 1 - Mobilis

Le leader et son dauphin accrochés à domicile



Le MC Alger, leader du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, et son dauphin, le CS Constantine, ont été tenus en échec jeudi soir à domicile respectivement face à la JS Kabylie et au CR Belouizdad, sur le même score (0-0), en ouverture de la 21e journée du championnat, devant se poursuivre vendredi. Au stade Ali Ammar dit Ali la Pointe de Douera, bouillonnant, le MCA a largement dominé la première période face à la JSK, imposant son rythme et se procurant plusieurs occasions fran-

ches. Les Vert et Rouge ont monopolisé le ballon et multiplié les offensives, mais les attaquants mouloudéens ont manqué de lucidité dans le dernier geste face au portier kabyle Gaya Merbah. De son côté, la formation de la ville des Genêts ne s'est montrée dangereuse qu'à une seule reprise durant ces 45 premières minutes : un coup franc direct de Boudebouz (42e), passé tout près du poteau droit du gardien Alexis Guendouz. En seconde période, le Doyen a poursuivi sa domination, s'offrant

une multitude d'occasions, mais c'était sans compter sur le talent de Merbah, auteur de plusieurs arrêts. La défense des «Canaris» a bien résisté face aux assauts des joueurs de Rhulani Mokwena jusqu'au sifflet final de l'arbitre Lahlou Benbrahim. La JSK repart avec un point précieux qui lui permet de monter à la 9e place avec 25 points, à égalité avec l'USM Khenchela. En revanche, le club algérois, qui aligne un troisième match sans victoire, toutes compétitions confondues, rate l'occasion de creuser l'écart en tête (1e, 37 pts), à une longueur du CSC (2e, 36 pts), tenu en échec devant son public face à une équipe du CRB qui aurait pu prétendre à la victoire. Au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, la première période a été globalement équilibrée, avec deux formations déterminées à prendre l'ascendant. Le CRB s'est procuré plusieurs occasions franches, mais ses attaquants ont manqué de lucidité devant les buts, face à l'excellent gardien des «Sanafir», Zakaria Bouhalfaya. Au retour des vestiaires, les deux formations se sont créées des opportunités, sans toutefois parvenir à faire la différence. Un match nul logique entre deux équipes qui auront encore leur mot à dire lors des prochaines journées. Le Chabab, qui compte quatre matchs en moins, à l'instar du MCA et de la JSK, se hisse provisoirement à la 7e position, en compagnie du MB Rouissat, avec 26 points chacun.

La 22e journée fixée aux 6, 7 et 8 mars

La 22e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, se jouera les vendredi 6, samedi 7 et dimanche 8 mars, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP), mercredi sur son site officiel. Cette journée débutera le vendredi 6 mars prochain avec trois matchs, dont le coup d'envoi sera donné à 22h00 : JS Kabylie - Paradou AC, ASO Chlef - ES Sétif et MC Oran - USM Khenchela. Trois rencontres sont programmées le samedi 7 mars, alors que l'épilogue se jouera le dimanche 8 mars avec au menu l'affiche USM Alger - CS Constantine.

Le programme de la 22e journée de L1:		
Vendredi 6 mars 2026 :		
JS Kabylie .....	Paradou AC .....	22h00
ASO Chlef .....	ES Sétif .....	22h00
MC Oran .....	USM Khenchela .....	22h00
Samedi 7 mars 2026 :		
ES Mostaganem .....	MC Alger .....	15h00
ES Ben Aknoun .....	MC El-Bayadh .....	15h00
CR Belouizdad .....	MB Rouissat .....	22h00
Dimanche 8 mars 2026 :		
Olympique Akbou ...	JS Saoura .....	15h00
USM Alger .....	CS Constantine .....	22h00

Un rapport de l'UEFA pointe la situation financière des clubs français

Un rapport de l'UEFA sur la situation économique des clubs européens, publié jeudi, n'est pas avantageux pour les représentants français, confirmant le déséquilibre en termes de recettes entre le PSG et les autres représentants de la Ligue 1. Cette étude «couvre l'ensemble de l'année 2024 pour les 55 associations membres de l'UEFA, soit 745 clubs de Première Division masculine. Pour que le tableau soit aussi actuel que possible, l'analyse financière inclut les dernières données de 2025, à savoir les chiffres de 144 clubs de 37 pays présentant des états financiers anticipés». Globalement, il ressort que ces clubs «ont atteint des niveaux records de recettes, dépassant 30 Mds euros en 2025, avec une augmentation notable des revenus issus des droits télé, du sponsoring, de la billetterie et des recettes issues des compétitions UEFA». Ces revenus en hausse, qui s'ajoutent à d'autres facteurs, permettent une amélioration de la situation financière des clubs continentaux. «En 2024, des recettes positives et

le contrôle des salaires des joueurs, combinés à des frais d'exploitation moins élevés que précédemment, ont permis de générer les premiers bénéfices d'exploitation (avant transferts, cession d'actifs, financement et impôts)», note l'UEFA. Mais les experts financiers de l'instance européenne préviennent que ces recettes sont en deçà de celles d'un passé récent et que tous les clubs ne sont pas vertueux, notamment en France. «Cette amélioration du résultat d'exploitation n'est cependant pas comparable aux bénéfices records de 0,6 Mds euros et 0,9 Mds euros engrangés par les clubs de Première Division avant la pandémie, respectivement en 2018 et 2019», poursuit le rapport. Onze clubs ont enregistré des bénéfices d'exploitation de plus de 50 millions d'euros à ce jour, avec, en tête, le Real Madrid, l'Inter Milan et Manchester United, et quatre clubs ont fait état de pertes d'exploitation de plus de 50 millions d'euros (l'Olympique Lyonnais, le Chelsea FC, l'Olympique de Marseille et le Racing

Club de Strasbourg Alsace). Autant dire que la France place trois clubs sur quatre dans ce mini-classement qui récompense les cancre. Au passage, l'UEFA remarque les grandes disparités entre clubs d'un même Championnat, notamment en France : «Au niveau des clubs, le principal facteur de différenciation réside dans les recettes commerciales et de sponsoring, dominées par les tout grands clubs au profil mondial», est-il expliqué. Au total, les recettes commerciales devraient devenir le premier flux de recettes de plus de 10 Mds euros en 2025. Le premier club allemand du classement en la matière engrange 7 fois les recettes commerciales et de sponsoring du club médian allemand. Ce ratio est de 9 en Angleterre et en Italie, de 12 aux Pays-Bas, de 13 en Turquie, de 29 en France et de 36 en Espagne. «La capacité des organisateurs de compétitions et des instances dirigeantes de réduire les déséquilibres financiers grâce à des versements de solidarité et à des primes devrait donc être envisagée dans ce contexte», conclut le rapport.

CAN Féminine 2026

La sélection algérienne à pied d'oeuvre au Caire



La sélection nationale féminine de football a rallié le Caire jeudi soir, en prévision de sa double confrontation amicale face à son homologue égyptienne, programmée les 28 février et 2 mars prochains, dans le cadre de la préparation des deux équipes en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026 (17 mars -3 avril). A leur arrivée dans la capitale égyptienne, les coéquipières de Chloé Yamina N'Gazi ont effectué, en soirée, une première séance d'entraînement au Centre des équipes nationales de la fédération égyptienne. Conduite par le sélectionneur national, Farid Benstitti, cette séance a été consacrée à des exercices de récupération, suivis d'un travail technico-tactique, précise un communiqué de l'instance fédérale publié sur son site officiel. Le programme de ce vendredi, prévoit une ultime séance d'entraînement à 16h30, avant la première rencontre amicale. A leur retour au pays, les vingt-huit joueuses convoquées par le sélectionneur national Benstitti regagneront directement le CTN de Sidi-Moussa, pour les trois derniers jours de préparation, soit jusque au 7 mars. La sélection nationale entamera sa phase finale de Coupe d'Afrique le 17 mars prochain, face à son homologue sénéga-

laise dans le cadre de la première journée du Groupe (A). La sélection nationale avait validé son billet pour cette CAN-2026 après sa victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et (1-0) à Douala en octobre dernier. Les Algériennes avaient atteint le deuxième et dernier tour qualificatif, en dominant le Soudan du Sud, dans les deux manches : 5-0 (aller) et 3-0 (retour). L'équipe algérienne prendra part pour la 7e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstitti, réaliser une performance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). Les 16 équipes qualifiées à la CAN 2026 ont été réparties en quatre groupes de quatre équipes (Groupes A, B, C et D). A l'issue de la phase de groupes, les deux premières équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase à élimination directe, comprenant : les quarts de finale, les demi-finales, le match de classement pour la troisième place, la finale, ainsi que les barrages qualificatifs pour la Coupe du Monde Féminine de la FIFA Brésil 2027.

Ligue des champions

Résultat du tirage au sort des 8es de finale

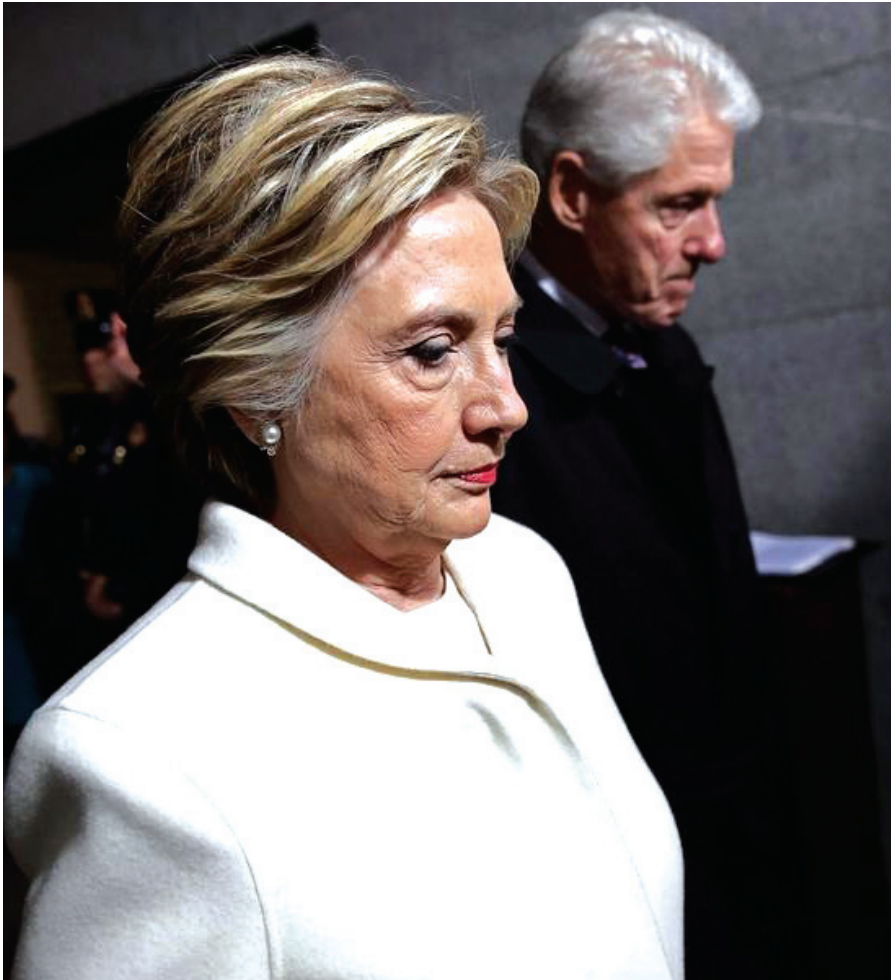
Résultat du tirage au sort des 8es de finale de la Ligue des champions de football, effectué vendredi à Nyon (Suisse) au siège de l'UEFA:

Real Madrid (ESP) .....	Manchester City (ENG)
Paris Saint-Germain (FRA) .....	Chelsea (ENG)
Galatasaray (TUR) .....	Liverpool (ENG)
Atalanta (ITA) .....	Bayern Munich (GER)
Newcastle (ENG) .....	Barcelone (ESP)
Atletico Madrid (ESP) .....	Tottenham (ENG)
Bodo/Glimt (NOR) .....	Sporting (POR)
Bayer Leverkusen (GER) .....	Arsenal (ENG)
<b>Note :</b> Les matches allers sont prévus les 10 et 11 mars et les matches retours les 17 et 18 mars.	



## Affaire Epstein À son audition, Hillary Clinton réclame que Trump soit entendu

**L'ex-chef de la diplomatie américaine  
Hillary Clinton a contre-attaqué jeudi lors de son  
audition sur les relations de son couple avec Jeffrey  
Epstein par une commission d'enquête, en réclamant  
que Donald Trump soit entendu sur ses liens avec le  
criminel sexuel.**



Si cette commission voulait sérieusement connaître la vérité sur les crimes d'exploitation sexuelle d'Epstein (...) elle demanderait directement à notre président actuel de s'expliquer sous serment sur des dizaines de milliers de fois où il apparaît dans le dossier», a-t-elle lancé dans une déclaration liminaire qu'elle a partagée sur X.

Des membres de la commission de la Chambre des représentants à majorité républicaine se sont déplacés jusqu'à Chappaqua, petite ville au nord de New York où les Clinton possèdent une maison. L'ex-secrétaire d'Etat est entendue avant son mari qui, lui, s'exprimait vendredi.

L'ex-président démocrate Bill Clinton, qui a voyagé à plusieurs reprises à bord du jet privé de Jeffrey Epstein et a été photographié de nombreuses fois en sa compagnie, avait affirmé en 2019 ne pas lui avoir parlé depuis plus d'une décennie. Hillary Clinton a pour sa part déclaré n'avoir jamais rencontré le financier et criminel sexuel, décédé en prison en 2019. «Personne, à l'heure actuelle, n'accuse les Clinton de la moindre malversation. Ils bénéficieront

d'une procédure régulière, mais nous avons beaucoup de questions, et l'objectif de toute l'enquête est d'essayer de comprendre de nombreux aspects de l'affaire Epstein», a poursuivi le républicain James Comer, président de la commission.

Les démocrates de la commission se sont emparés d'un nouvel élément de l'affaire embarrassant pour le président. Selon plusieurs médias, le ministère de la Justice aurait en effet empêché la publication de documents liés à des accusations d'une femme affirmant avoir été agressée sexuellement quand elle était mineure par Jeffrey Epstein et par Donald Trump.

«Ce sont des documents qui accusent le président des Etats-Unis de faits très graves de violence sexuelle», a lancé lors d'une pause le représentant de Californie Robert Garcia. «Nous exigeons que le président Trump soit convoqué immédiatement pour témoigner devant notre commission». Devant la petite salle municipale où se tiennent les discussions, la police a érigé des barricades métalliques.

Dans la matinée, un couple de personnes âgées s'est rendu sur place avec une pancarte réclamant égale-

ment que Donald Trump soit entendu.

### AUDITION EN PAUSE

Jim Levine, 34 ans, qui vit près de là, juge que c'est un «privilège» que les Clinton puissent déposer sous serment près de leur domicile. «Enfermez-la, voilà ce que je dis», lance-t-il à propos de l'ex-secrétaire d'Etat. Peu après qu'elle a démarré, l'audition a été brièvement interrompue en raison de la diffusion d'une photo d'Hillary Clinton par l'une des élues présentes, contrairement aux règles de confidentialité qui s'imposent. L'audition n'est pas publique, mais son enregistrement devrait par la suite être dévoilé, probablement vendredi, quand Bill Clinton aura à son tour été entendu. C'est le même groupe de parlementaires qui avait entendu le 9 février la complice de Jeffrey Epstein, Ghislaine Maxwell, en visioconférence depuis la prison où elle purge une peine de 20 ans d'emprisonnement pour exploitation sexuelle. Donald Trump et Bill Clinton, tous deux âgés de 79 ans, ont chacun entretenu des liens avec Jeffrey Epstein mais assurent avoir rompu avec lui

### REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE  
DAIRA DE ZEMMORA  
COMMUNE DE BENI-DERGOUN  
NIE : 098448135140716AVIS

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dépositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 de la 16/09/ 2015 portant réglementation des marchés public set des délégations de service public Et l'article 53 du loi n° 23/12 du 05 aout 2023 fixant les règle générale relative aux marchés publics

Le Chargé de l'administration et de la gestion des Affaires de la Commune de Beni Dergoun informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis D'appel D'offre Ouvert Avec exigence des capacités minimales N° : 03/2026 Paru sur les quotidiens Le Quotidien D'Oran en français en date du:07/02/2026 et en arabe في 07/02/2026 en date du :

12/02/2026 pour projet suivante :

**Raccordement Des Douars De EL RGHaidia au réseau d'AEP à Partir Du Nouveau Réservoir De 500 m3**

Après l'ouverture des offres PV N° : 08/2026 en date du : 16/02/2026 et PV N° : 13/2026 en date du : 18/02/2026 de l'évaluation des offres technique, et PV N° : 14/2026 en date du : 18/02/2026 de l'évaluation des offres financières, le marché a été provisoirement attribué le : 18/02/2026 à l'entreprise citée dans Le tableau ci-dessous conformément aux critères prévus dans le cahier des charges comme suite :

Projet	L'entreprise	Adresse	NIS/NIF	Montant TTC	Délai de réalisation	Obs
Raccordement Des Douars De EL RGHaidia au réseau d'AEP à Partir Du Nouveau Réservoir De 500 m3	SEGHIER GHALI	Local N° :12 Rue Belkadi Mustpha Commune Sidi M'hamed Benaouda Relizane	1965-48180024821	16.862.776.00 DA	90 jours	Qualifié et moins disant

-Tous les soumissionnaires participant peuvent se présent au service contractant dans un délai de trois (03) jours après la première parution d'appel d'offre dans le (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux ou Presse électronique arabe ou français pour consulter les résultats techniques et financiers.

- Tous les soumissionnaires contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la parution du présent Avis d'attribution provisoire à l'autorité compétente conformément aux dépositions de l'article 82 décret présidentiel N°15/247 de la 16/09/ 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- si dixième jour coïncide avec férie ou un jour repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au ouvrable suivant.

Le Chargé de l'administration et de la gestion des Affaires de la Commune de Beni Dergoun

ANEP N° 2631003422

Le Quotidien d'Oran 28/02/2026

### APPARTEMENTS

■A louer un F2, au centre-ville, tout près écoles, marchés, arrêts de bus, Tram et mosquée. Prix intéressant. Tél : 0697.31.40.10 (appelez à partir de 11h du matin)

### LOCAUX

■A louer dépôt 160 m², haut 4m50, la Lofa - A louer dépôt 110 m², Bahi Amar Es-Senia + A louer F4, 160 m², meublé, 5° étage, avec ascenseur, frange maritime + A.V F4 100 m², 5° 2F + 2 box ; promoteur Hassen, Akid + A.V F4, 140 m², 3° avec ascenseur + 2 box, Maraval + A.V villa R+2, 270 m² 14m F, la Lofa - Tél : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29. Pas de courtier

### VILLAS

■Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç, S/sol - Rdc + 1° , au C/V de TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég - Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsapp : 0033.62.08.46.445)

### DIVERS

■Loue licence de taxi, ville d'Oran, à prix négociable- disponible de suite. Téléphone : 0699.66.58.38

### PENSÉE

28/02/2018  
28/02/2026

AZIOUI Bahija

Epouse

BOUDJIR

Pensée pour

notre très chère

et regrettée mère

Voilà huit années déjà depuis que ta

disparition soudaine et inattendue a

bouleversé nos vies. Le 28 février

2018, tu nous as quittés, laissant un

vide immense dans nos cœurs. Ta

générosité, ta bienveillance et

l'amour que tu nous a donné

continuent de nous guider chaque

jour. Ton absence se fait sentir, mais

ta présence demeure en nous. Tu

n'es plus là mais nous savons que

ton esprit veille sur nous. Repose en

paix chère maman. Tu resteras à

jamais dans nos cœurs.

Nous t'aimons infiniment.

Tes enfants

### HUISSIERS DE JUSTICE

### محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

**CANAL SUR : Marketing & Publicité**

**Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse**

### Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر

أنقذ حياة بقطرة دم



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DU LOGEMENT

WILAYA D'ORAN  
NIF : 001431019001850AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°02/2026

La direction du logement de la wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°02/2026 pour :

**Projet :** Réalisation De 04 Salles De Classe En Extension A Ecole : Zidane Ben Aouda, Ain Tessa Commune De Ain El Kerma Daira De Boutliliss.

Le cahier des charges sera retiré auprès de la direction du logement de la wilaya d'Oran sis a POS 50 HAI el Yasmine Bir El djir –ORAN.

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux entreprises remplissant les conditions d'éligibilité suivantes :

**01 - Capacités professionnelles**

Une copie du certificat de classification applicable pour la classe deux (02) ou plus dans l'activité principale de construction et de classification.

**Justifié par**

Certificat de qualification professionnelle valide

**Capacité financière :**

Le candidat doit avoir atteint un chiffre d'affaires moyen supérieur ou égal à 8 000 000 DA au cours des trois dernières années (03)

**Justifié par**

Bilans ciblés par les services fiscaux

**Capacités techniques :**

**Référence professionnelle :** Une référence professionnelle ayant réalisé un projet du même type ou un projet de catégorie (A) ou supérieure conformément au décret ministériel conjoint du 15 mai 1988 sur les termes et conditions de la pratique et de la rémunération de la gestion de projet dans le secteur de la construction.

**Justifié par**

Certificat de bonne performance délivré par les propriétaires de projets publics

Les moyens humains et matériels comptabilisés aux conditions d'éligibilité ne seront pas comptabilisés sur critères d'évaluation. Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement

**A. Le DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :** voir l'article 18 du présent cahier des charges

- Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- Le Registre de Commerce et les statuts pour les sociétés, le cas échéant.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires cités à l'article N°04 du présent cahier des charges

Tous les documents fournis par l'entreprise doivent être valide à la date d'ouverture des plis.

**B. L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :** voir l'article 18 du présent cahier des charges

- 1) La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- 2) Tout document permettant d'évaluer l'offre technique :  
**Mémoire technique** selon modèle joint au cahier des charges et qui doit être remplis, Signé et paraphé par l'entrepreneur et faisant ressortir obligatoirement :  
**La Présentation de l'entreprise avec indication des Bilans, Références et Moyens Humains et matériels dont elle dispose au projet.**  
**Méthodologie d'intervention technique sur site.**  
**Le planning** de réalisation proposé par le soumissionnaire doit être établi conformément Audéla **plafonné** dont le présent cahier des charges **Le délai d'exécution est plafonné à 06 mois.**

- 3) Le cahier des charges « Partie offre technique » portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » signer parapher.
- 4) Le procès-verbal de visite du site.

**C. L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :** voir l'article 18 du présent cahier des charges

- 1) La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.
- 2) L'ensemble des détails quantitatifs et estimatifs de la partie dite « Offre financière » renseignée et signée ainsi que la récapitulation générale faisant ressortir le montant global de la soumission en toutes taxes comprises.

**50 POS HAI EL YASMINE- BIR EL DJIR**

En (03) trois enveloppes Intérieures séparées sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N°02/2026

**Projet :** Réalisation De 04 Salles De Classe En Extension A Ecole : Zidane Ben Aouda, Ain Tessa Commune De Ain El Kerma Daira De Boutliliss.

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est fixé à **quinze (15) jours**, à partir de la 1ère publication dans le BOMOP ou la presse, conformément à l'article 66 du décret présidentiel n°15-247 de la 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les plis seront déposés le dernier jour de la durée de préparation des offres avant **10H00**.

- ✓ L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour de la date de dépôt des offres à **10h30** au siège de direction du logement de la wilaya d'Oran – sise 50 POS HAI EL YASMINE BIR EL DJIR.
- ✓ Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.
- ✓ Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

ANEP N° 2631003461 Le Quotidien d'Oran 28/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA  
DAIRA D'AIN FEKAN  
COMMUNE D'AIN FRASS

Avis Appel D'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 03 /2026

NIF : 0.984.2925.50485.12

Avis Appel D'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales est lancé par la commune d'AIN FRASS Wilaya de Mascara pour :  
Entretien D'un CC 08 reliant RN 07 aux Douar ZAOUIA passant par douar O/ ARBI 1ère TRANCHE  
- Commune DE AIN- FRASS-

Les entreprises intéressées par le présent avis et qualifiées en activité principale « travaux publics », catégorie (03) trois et plus, peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale et le Journaux électronique Agréé ou BOMOP, auprès de la commune d'AIN FRASS - Wilaya De Mascara après le paiement d'un montant de : dix mille (10.000,00 DA) Dinars, non remboursable

Les soumissionnaires devront obligatoirement joindre à leur dossier de soumission, les pièces réglementaires suivantes :

**DOSSIER DE CANDIDATURE**

- Déclaration de candidature jointe, signée et datée par le soumissionnaire
- Déclaration de probité signée et datée par le soumissionnaire.
- Statut de l'entreprise (société) soumissionnaire, pour les EURL, SPA, SNC et SARL.
- Liste moyens humains (joindre déclaration visée par la CNAS) En cours de validité.
- Bilans financiers (des trois 03 dernières années 2022-2023-2024).
- Liste moyens matériels (joindre carte grise, assurance, PV expert ou PV de huissier que ne dépasse pas une année ou PV consta ne dépasse pas une année)
- Une copie certifiée de qualification et de classification, classées à la Catégorie 03 trois et plus activité principale travaux publics, peuvent soumissionner En cours de validité.
- Référence professionnelle de l'entreprise
- Une copie du registre de commerce électronique ;
- Une copie casier judiciaire du soumissionnaire actualisé (moins de 03 mois à la date de l'ouverture des plis) ;
- Carte d'immatriculation fiscale ; NIF
- numéro d'immatriculation statistique ; NIS
- numéro de référence bancaire ; RIB
- Extrait de rôle en cours de validité à la date de l'ouverture des plis ;
- Une attestation de mise à jour CNAS, CASNOS et CACOBATH actualisé (en cours de validité à la date de l'ouverture des plis) ;
- Relevé de comptes sociaux pour les EURL, SPA, SNC et SARL

**OFFRE TECHNIQUE PORTANT**

- Déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint).
- Le présent cahier des charges paraphé ; signée et datée par le soumissionnaire portant à la dernière page la mention manuscrite (lu et accepté).
- Le Planning de réalisation détaillé.
- mémoire technique justificatif rempli datée signée et paraphé

**OFFRE FINANCIERE PORTANT**

- Lettre de soumission dûment remplie, signée et datée
- Bordereau des prix unitaires, remplis, datée et signée
- Devis quantitatif et estimatif, remplis, datée et signée
- Les offres doivent être déposées au Siège de la commune D'AIN FRASS, sous double pli cacheté :
- Le pli extérieur doit être anonyme et portant la mention suivante:  
**Soumission « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »**  
Avis appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales N° :03/2026  
- PROJET: Entretien D'un CC 08 reliant RN 07 aux Douar ZAOUIA passant par douar O/ ARBI 1ère TRANCHE - Commune DE AIN- FRASS  
- Le pli extérieur contiendra trois enveloppes séparées, l'une portant la mention  
- « DOSSIER CANDIDATURE » « OFFRE TECHNIQUE » Et l'autre « OFFRE FINANCIERE ».
- La date limite de dépôt des offres est fixée à dix (10) JOURS à partir de la première date de parution du présent avis d'appel d'offres dans le bomop ou la presse nationale ou Journaux électronique Agréé à 12h 00 .
- L'ouverture des plis se fera en séance publique le dernier jour de la date de dépôt des offres à 12 H 05, au niveau du siège de la commune D'AIN FRASS.
- Cette annonce est considérée comme une invitation à assister le processus d'ouverture des offres .
- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de présentation des offres augmentée de 03 trois mois.

Fait à AIN FRASS le : 17/02/2026

P-APC

ANEP N° 2631003383 Le Quotidien d'Oran 28/02/2026

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de tiaret  
Daira d'ain kermes  
Commune de medrissa  
NIF : 098414085117134APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE  
DE CAPACITES MINIMALES N° 04 /2026  
(Suite a une déclaration d'infirmité de la procédure)

le Président de l'Assemblée Populaire Communale de medrissa lance une avis d'appel d'offre avec exigence de capacités minimales pour : AMENAGEMENT URBAIN- Lot n°1: Aménagement Urbain Côté Polyclinique Chahid Bouhafis mahmoud (2ème Tranche)

L'appel d'offre s'adresse aux entreprises, remplissant les conditions d'éligibilités suivantes

- Critère 01 :** Capacité Financière - Chiffre d'affaires annuel moyen ≥ 15.000.000 DA sur les trois (3) derniers exercices  
**Critère 02 :** Capacité Professionnelle - Certificat de qualification « Travaux bâtiments » catégorie 3 principale (ou supérieure), valide à la date de dépôt  
**Critère 03 :** Capacité Technique - Références : Au moins un (1) projet d'aménagement urbain ou de voirie (≥ 5 000 m² ou ≥ 300 ml) achevé dans les 5 dernières années  
Le retrait du cahier des charges se fait au niveau bureau secrétariat général de la commune de medrissa contre un paiement d'une somme de : 5.000.000 DA.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière

**a- dossier de candidature : Comportant**

1. Déclaration de candidature dûment renseignée, datée et signée
2. Déclaration de probité dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
3. Copie du Statuts pour les sociétés ;
4. Tous documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
5. Copie de Certificat de qualification et classification professionnelles en travaux bâtiments (activité principale) catégorie (03) ou plus, en cours de validité
6. registre de commerce électronique
7. Copies des Bilans financiers des 03 dernières années, visées par les services des impôts.
8. Copie des références bancaires.
9. La liste nominative des moyens humains avec des copies de pièces justificatives .
10. Liste des moyens matériels avec pièces justificatives
11. Références professionnelles, avec présentation de copies des attestations de bonne exécution

**b. offre technique : Comportant**

- 1- Déclaration à souscrire dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
- 2- Mémoire technique justificatif signé, cacheté
- 3- Le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page, la mention manuscrite (écrite à la main) : « lu et accepté ».
- 4- Planning prévisionnel des travaux signé avec phasage détaillé des tâches

**c. offre financière : Comportant**

1. Lettre de soumission dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
  2. Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire
  3. Devis quantitatif et estimatif dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire
- La liste détaillée des pièces exigées est insérée dans le cahier des charges**  
(Instruction aux soumissionnaires- article 15))

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « DOSSIER DE CANDIDATURE » ou « OFFRE TECHNIQUE » ou « OFFRE FINANCIERE », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant ce qui suit :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »  
**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° ..... /2026**

**PROJET :** .....

Délai de la préparation des offres est fixé à 15 jours à compter de la date de la première parution de

l'avis sur la presse nationale

- La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres.

- L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 14h 00 mn

- Le jour d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de la préparation des offres, et l'heure est fixée à 14 h 30, au siège de la commune de medrissa

- Si le jour de dépôt et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (105) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

MEDRISSA, le : ...16/02/2026.....

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631003503 Le Quotidien d'Oran 28/02/2026



## 2

09.30 Bel & bien  
10.50 Chacun son tour  
12.00 Tout le monde veut prendre sa place  
13.00 Journal  
13.20 13h15, le samedi  
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
17.05 Affaire conclue, ...  
18.00 Tout le monde a son mot à dire  
18.35 N'oubliez pas les paroles  
19.10 N'oubliez pas les paroles  
20.00 Journal  
20.55 Darooma

### 21.10 100 % logique: la réponse est sous vos yeux



Ce jeu familial, présenté par Cyril Féraud, est le premier quiz qui ne teste pas la culture générale et les connaissances, mais la logique, le sens de l'observation et le bon sens des téléspectateurs. Quel que soit son âge, son niveau d'études ou de connaissances, tout le monde peut donc participer. Cent candidats s'affrontent dans la bonne humeur pour tenter d'aller le plus loin possible dans le jeu et de décrocher une cagnotte pouvant grimper jusqu'à 100 000 euros. Un divertissement ludique et instructif, qui aiguise les sens, fait marcher les méninges et utiliser...

## 3

09.25 Les Dalton  
10.00 Les Quiquou  
10.40 Chef pays  
11.15 Des régions gourmandes  
11.50 Outremer...  
12.00 Enquêtes de région le mag  
12.15 ICI 12/13  
13.30 Sa medi d'en rire  
17.25 Le jeu des 1000 euros  
18.05 Questions pour un champion  
18.50 Darooma  
19.15 ICI 19/20  
19.55 Stade 2  
20.35 Le meilleur du camembert rôti

### 21.10 Cassandra



**Saison 9 - Episode 1 : Un homme parfait**  
Lorsque Valentin Poncet, un pompier exemplaire au passé remarquable, est retrouvé mort dans des circonstances suspectes à Annecy, la commissaire Cassandra et son équipe doivent démêler les fils d'un meurtre en apparence lié à un cambriolage. Entre la découverte d'une mystérieuse fiancée qu'aurait eue la victime, l'ombre d'un pyromane dangereux qui plane parmi les suspects et les tensions au sein de la caserne, chaque indice soulève de nouvelles questions et met...

## 4

09.43 La famille Weasy  
09.51 Bluey  
10.52 Les as de la jungle à la rescousse  
11.55 Les Jeux de La Fontaine  
12.46 Potobot  
13.20 Un jour, une question  
15.21 Batwheels  
16.15 Ninjago, le soulèvement des dragons  
17.10 Héros à moitié  
19.05 La quête d'Ewilan  
20.45 Okoo-koo  
20.55 Consomag

### 21.00 Incroyable mais vrai



Dans une banlieue pavillonnaire aussi tranquille qu'anodine, où les pelouses sont impeccablement tondues et les voisins souriants, Alain (Alain Chabat) et Marie (Léa Drucker) viennent de réaliser le rêve de toute une vie : devenir propriétaires de leur première maison. Entre les murs fraîchement peints, le jardin prometteur et l'odeur de neuf qui flotte encore dans les pièces, tout semble parfait. Pourtant, ce qui a véritablement emporté leur décision lors de la visite n'est pas le charme indéniable des lieux, mais une particularité pour le moins...  
**22.10** Le père Noël est une ordure

## 5

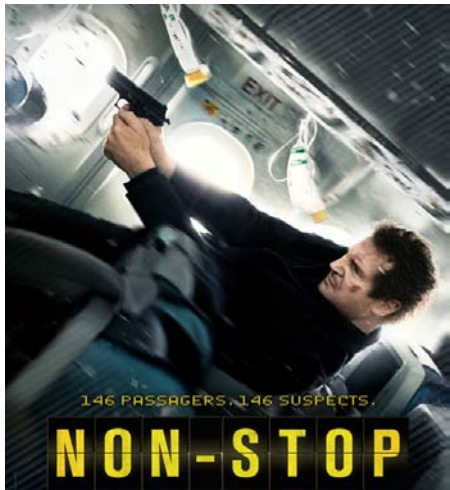
09.35Taki Tanuki  
09.50 Les Moodz  
10.10 Les routes de l'impossible  
10.45 Silence, ça pousse !  
12.40 Les secrets de l'alimentation anti-inflammatoire  
13.35 Royaumes de glace  
14.25 Imprévus  
14.35 Merveilles de la vie sous-marine  
15.30 Thaïlande sauvage  
16.25 Emilie-Romagne, le coeur de l'Italie  
17.25 C dans l'air  
18.55 C à vous  
21.05 Echappées belles: La Thaïlande gourmande

10.20 Cuisines des terroirs  
10.50 Sur les rivages de la Baltique  
13.30 Albert Nobbs  
15.25 Des volcans et des hommes  
15.55 La France côté Nord  
16.50 Invitation au voyage  
17.30 Le Kintoa, roi des cochons basques  
18.05 Les Basters de Namibie...  
18.50 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes  
20.50 Les trésors oubliés de la médecine arabe  
22.25 Le jeûne, enquête sur un phénomène  
23.25 Obésité ...

14.05 Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre



18.25 90' Enquêtes  
21.15 New York Unité Spéciale  
Saison 17 - Ep 4 : Responsables et coupables



CINE + FRISSEON 20.50

#### NON-STOP

**Acteur: Liam Neeson, Julianne Moore, Scoot McNairy, Michelle Dockery,...**

Bill Marks (Liam Neeson), un officier de police de l'air au passé tumultueux, prend place à bord d'un vol reliant New York à Londres. Souffrant d'une phobie avérée de l'avion, il tente de surmonter ses angoisses. À peine le décollage effectué, un événement perturbateur survient : il reçoit un message crypté sur son smartphone, annonçant une menace déconcertante. Un passager anonyme à bord de l'appareil menace d'assassiner un voyageur toutes les vingt minutes, à moins qu'une somme colossale de 150 millions de dollars ne soit transférée sur son compte.



CINE + FAMIZ 20.50

#### TRANSFORMERS : LE COMMENCEMENT

Sur la planète Cybertron, Orion Pax et son ami D-16, deux mineurs inconscients de l'immensité de leur univers, se consacrent à la collecte de l'Energon, l'énergie vitale de leur espèce. Alors que D-16 se contente de leur existence souterraine, Orion ressent un profond désir d'explorer la vérité dissimulée sous les couches de métal et de secrets. Lorsqu'il se rend dans la salle des archives de Cybertron, sa curiosité attire l'attention des robots de sécurité commandés par Elita-1, une figure respectée au sein de la hiérarchie cybertronienne.



CINE + PREMIER 20.50

#### PRODIGIEUSES

**Acteur: Camille Razat, Mélanie Robert, Franck Dubosc, Isabelle Carré,...**

Depuis leur plus jeune âge, Claire (Camille Razat) et Jeanne Vallois, des jumelles talentueuses, sont plongées dans l'univers exigeant de la musique classique. Encouragées par leurs parents, Serge (Franck Dubosc) et Catherine, tous deux professeurs, elles suivent des cours intensifs de piano et participent à de nombreuses auditions. Serge, désireux de voir ses filles briller sur la scène musicale, abandonne sa carrière de professeur de sport pour se consacrer entièrement à leur éducation artistique. Les années passent et les jumelles deviennent des jeunes femmes, prêtes à conquérir le monde de la musique.

# TÉLÉVISION

TF1

### 21.10 The Voice, la plus belle voix



Pour cette quinzième saison, The Voice, rendez-vous incontournable, fédérateur et intergénérationnel, réunissant le public autour de la musique et de la découverte de nouveaux talents, célèbre son histoire tout en se réinventant : nouveau quatuor de coaches, mécaniques de jeu inédites, surprises artistiques et audace créative viennent enrichir cette édition anniversaire. Cette nouvelle saison réunit un quatuor de coaches inédit mêlant figures historiques et nouveaux regards :...

**23.30** Vendredi, tout est permis avec Arthur

6

### 21.10 Blanca



#### Saison 3 - Episode 7 : Peur du noir

Après avoir été agressée lors d'une visite de musée où le psychiatre Dellepiane a été tué, Blanca se repose pour récupérer et vérifier la santé de son bébé. Pendant ce temps, Liguori et Bacigalupo mènent l'enquête, ce dernier s'intéressant à Anita, une patiente qui n'aimait pas le psychiatre. Après la visite de Bacigalupo, Focchetti, un pharmacien suspecté d'être complice, s'enfuit de Gènes. Plus tard, Bacigalupo est renversé par un véhicule et tombe dans le coma...

CANAL+

### 21.00 RUGBY : TOP 14. 18E JOURNÉE: CASTRES / LA ROCHELLE



En pleine crise, le Stade Rochelais se déplace à Castres avec presque tous les voyants allumés en rouge : les Maritimes sont incontestablement sous pression. Le club de Charente-Maritime voit la dynamique qui était la sienne il y a encore quelques mois vaciller, que ce soit en Top 14 ou en Champions Cup où il a été éliminé. De son côté, la formation castraise présente un bien meilleur état d'esprit et veut profiter de la venue de son adversaire du jour à Pierre-Fabre pour remonter au classement. Les hommes de Xavier Sadourny semblent en mesure de...

PLANETE +

09.34 American Pickers, la brocante made in USA  
12.38 Munich 72, des jeux et du sang  
14.17 Aux armes, citoyennes ! Les femmes dans la Révolution française  
15.56 Mystérieux objets  
17.32 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe  
19.24 American

TFX

09.10 Signé Cat's Eyes  
10.08 Top Info  
10.10 Familles nombreuses : la vie en XXL



21.10 Chroniques criminelles



W9

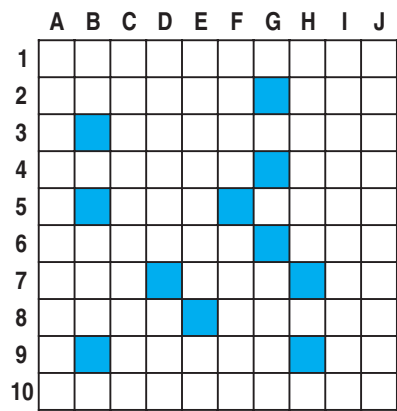
10.10 Absolument stars  
11.40 Desperate Housewives



17.30 La petite histoire de France







Horizontalement:

1. Identité remarquable.
2. En foi de quoi, ils sont docteurs !
3. Conservateur notoire.
4. Elle est raide celle-là !
5. Plante succulente épineuse.
6. Mesure de chaleur.
7. Venue à pied.
8. Joue de la grosse caisse.
9. Posés.
10. Lettres en strophe.
11. Mit fin. Poisson. Tordu.
12. Coupe du monde.
13. Millet des oiseaux.
14. Cravate des personnes en robe ou en tige.
15. Démonstratif.
16. Révoltées spontanées.

Verticalement:

- A. Située sur les côtes.
- B. Pronom.
- C. Ressentis.
- D. Membre de la légion d'honneur.
- E. Faits par exemple.
- F. Bailleur.
- G. Nappes retenues par cordon.
- H. Bâtiment.
- I. Femme à Mystères.
- J. Mis en affaires.
- K. Manque.
- L. Ne manquent pas d'emploi.
- M. Titulaire.
- N. Courtisées dans les campagnes.

L	E	V	U	R	E	I	M	P	O	T	R	E	X	A
A	T	R	E	R	E	T	E	V	I	C	P	R	I	X
T	U	E	R	E	P	R	E	E	C	A	M	I	R	G
A	O	S	E	T	E	E	C	I	R	N	O	P	A	B
I	D	I	S	U	T	Y	N	T	E	O	T	L	R	N
R	N	N	I	C	I	A	E	R	D	I	E	A	I	E
A	O	A	L	R	L	G	I	E	R	T	V	T	S	E
T	B	G	I	E	E	E	A	N	A	O	U	N	G	R
E	A	R	T	P	D	B	F	I	G	M	A	A	E	Z
R	G	O	U	B	E	N	O	I	T	T	N	V	I	L
C	A	R	E	U	Q	N	A	L	F	I	I	N	I	I
E	V	M	T	E	S	A	L	B	L	H	G	S	D	E
S	O	U	R	U	E	P	A	U	C	A	T	E	I	V
D	T	E	R	O	F	S	O	R	R	E	U	O	V	E
N	E	Y	O	M	E	M	A	O	D	O	L	L	A	R

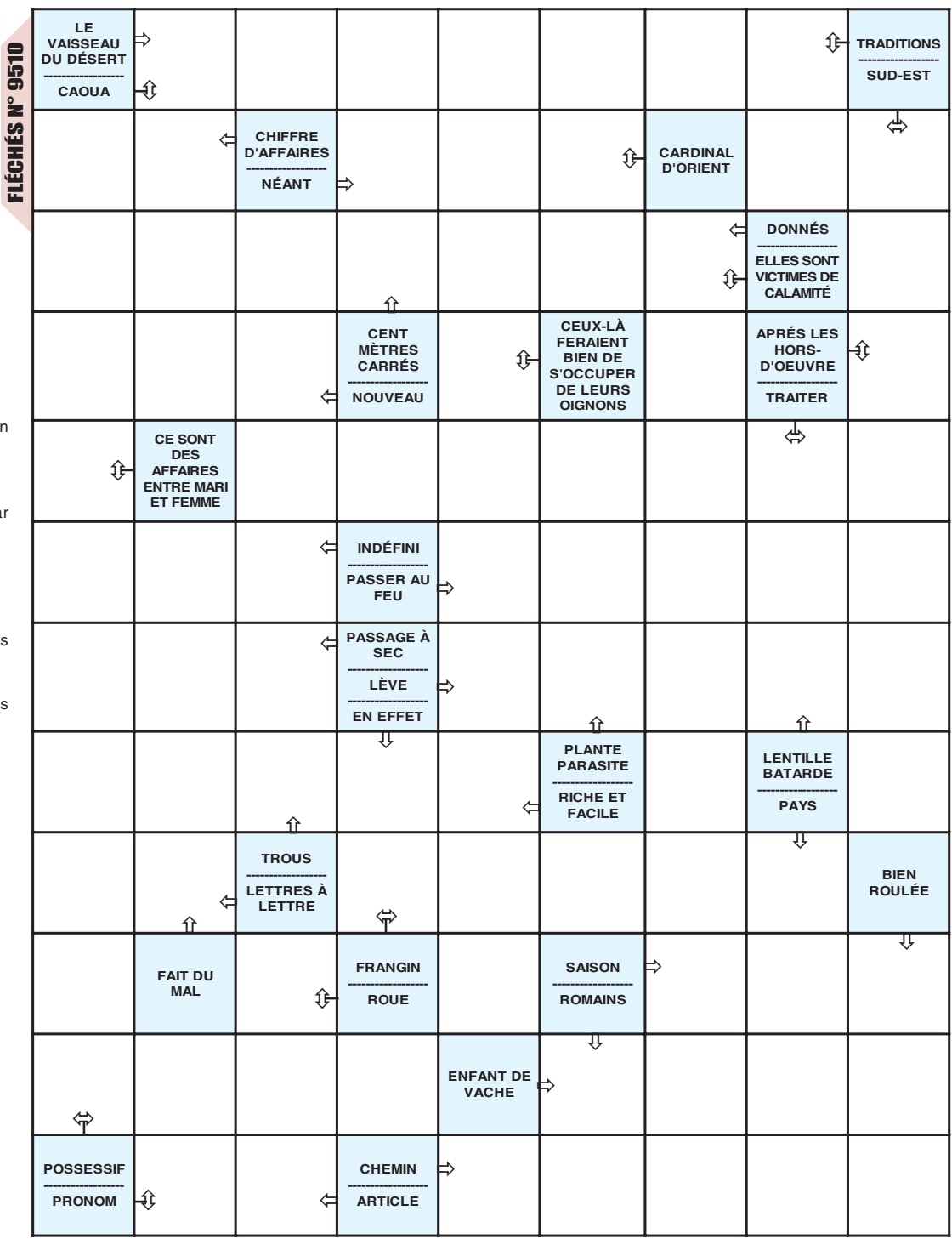
ANSE - ARCHIVER - ATRE - AXER - BASE - BEGAYER - BLASE - BRAVO - CIVET - DELIT - DIVA - DOLLAR - DOME - DOUTE - EPEE - FAIENCE - FLANQUER - FORET - GALET - GARDER - GRIMACE - IMPOT - INERTIE - LEVURE - LISTE - MOTION - MOULINAGE - MOYEN - MUTIN - ORGANISER - OUED - PEUR - PERCUTER - PLAT - PRIX - REVEIL - SECRETARIAT - TUTU - UTILISER - VAGABOND - VETO - VOUER - ZINGARO.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er est contre le mal.  
- Mon 2e, c'est dès potron-minet.  
- Dans peu de temps, ce sera mon tout.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
S	U	T										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	5	6	7	8	9	9	10	5	2
10	3	8	2	7	10		9	2	11
7	10	9	9	10		2	13		3
4	11		12		10	6	10	4	12
12	12		1	10	1		9	8	6
1	10	3		15		5	12	14	5
10	4		16	8	2	4	6	10	3
10		6	10	9	5	16	10		2
1	8	2		8		2		10	6
	14	1		6	5	6	5	9	1
14	10	15	4	12	4	10	9	3	
10		11	8	1	5	9	16	10	1
16	4	10		10		3	10	3	5
10	2		6	10	1		1	10	11
11	5	12	1	1	10	4		1	10

Jeux proposés par Chérifa Benghani



2			4		8				
		4			1				
					6			2	4
		7			3	6			
			9	7	1	2		4	5
		3	4		5	9	8		
6	9							5	
		1		9	7			6	
	5	8						3	

FLECHES N°9509

V	I	O	L	E	N	C	E	S
I		R	I		I	L		U
C	E	N	T	R	E		T	R
E	V	E		V	E	L	O	
V	I	R	E		S	O	R	T
E	T	E		M		U	S	A
R	E	N	O	M	M	E	E	S
S		T	I		I		S	
A	T		S	U	E	S		U
	A	L	I	G	N	E	E	S
P	O	U	F		N		R	E
O	N		S	T	E	L	E	S

CROISÉS N°9509

A	B	S	T	E	N	T	I	O	N
P	O	U	R	P	R	E	S		E
E		C	A	R	E	T		P	C
R	A	C	C	O	U	R	C	I	R
C		E	T	U		A	R	N	O
E	P	S		V	I	D	A		L
V	R		M	E	R	E		D	O
O	I	E		T	E		B	I	G
I	M	P	O	T		R	A	N	I
R	O	U	G	E	G	O	R	G	E

SUDOKU N°9509

7	1	6	4	5	3	9	2	8
5	3	2	8	9	1	6	7	4
9	8	4	6	2	7	1	5	3
1	5	8	2	6	4	3	9	7
2	6	9	7	3	5	8	4	1
4	7	3	9	1	8	2	6	5
3	9	7	5	8	2	4	1	6
6	4	1	3	7	9	5	8	2
8	2	5	1	4	6	7	3	9

FOUILLIS N° 9509:

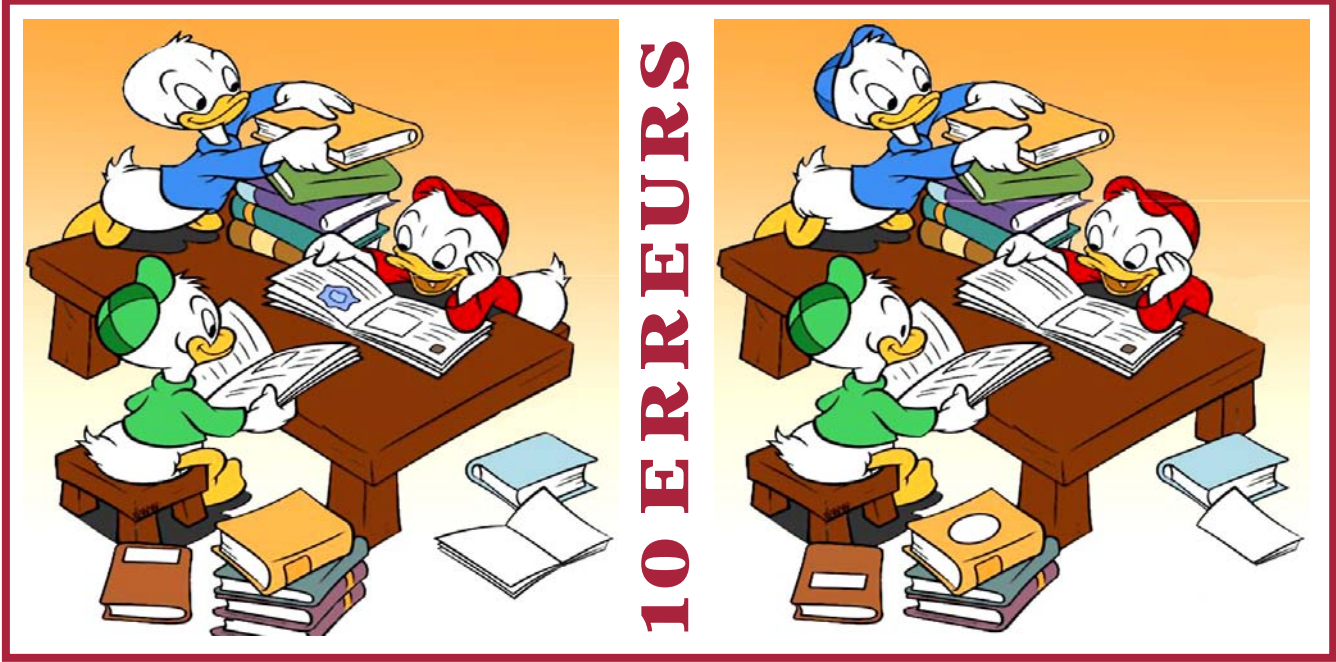
BIDONVILLE ( Bidon - Vil )

CODÉS N° 9509

1	2	3	4	5	6
C	A	P	E	S	T
7	8	9	10	11	12
I	R	N	O	G	U
13	14	15	16	17	18
M	L	D	H	X	
19	20	21	22	23	24

FOUILLIS N° 9509:  
BIDONVILLE ( Bidon - Vil )

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
C	A	P	E	S	T						
I	R	N	O	G	U						
M	L	D	H	X							
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24





**Plus de 7.600 personnes sont mortes ou ont disparu sur les routes migratoires à travers le monde en 2025**



**A**u moins 7.667 personnes sont mortes ou ont disparu sur les routes de migration à travers le monde en 2025, a déclaré jeudi un porte-parole de l'ONU citant l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

S'adressant aux journalistes lors d'un point presse quotidien, Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, a déclaré que selon l'OIM, les traversées maritimes restaient parmi les routes les plus meurtrières, avec au moins 2.185 personnes mortes ou portées disparues en Méditerranée, et 1.214 décès recensés sur la route Atlantique entre l'Afrique de l'Ouest et les Canaries.

Malgré que le nombre de décès en 2025 était inférieur à celui de 2024 (quelque 9.200 décès) d'après les chiffres de l'OIM, le bilan réel est probablement beaucoup plus élevé, a déclaré M. Dujarric.

**Tunisie: 24 ans de prison en appel pour l'ancien Premier ministre Ali Laarayedh**



**L'**ancien Premier ministre islamiste tunisien Ali Laarayedh, accusé d'être impliqué dans l'envoi de jihadistes à l'étranger, a été condamné en appel à 24 ans de prison, une affaire qui a pendant des années agité le débat public en Tunisie.

Le verdict a été rendu dans la nuit de jeudi à vendredi, a indiqué à l'AFP son avocat, Oussama Bouthelja. En première instance en mai dernier, il s'était vu infliger 34 ans de prison.

Après la révolution de 2010-2011, qui a chassé Zine El Abidine Ben Ali du pouvoir, la Tunisie a connu l'essor d'une mouvance jihadiste ayant culminé en 2015 avec une série d'attentats (plusieurs dizaines de touristes étrangers tués à Sousse et à Tunis).

Le parti islamiste Ennahdha, dont M. Laarayedh est l'un des responsables historiques et qui a dominé la vie politique tunisienne jusqu'à l'été 2021, a été accusé d'avoir facilité l'envoi de ces jihadistes à l'étranger, ce que la formation a toujours nié.

# Le Quotidien

**D'ORAN**  
Edition Nationale d'Information

## Nigeria: au moins 25 morts dans deux attaques terroristes



**A**u moins 25 personnes ont été tuées lors d'attaques terroristes imputées au groupe Boko Haram dans l'Etat d'Adamawa, dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué jeudi des sources locales.

«Des hommes armés que nous pensons être de Boko Haram, circulant sur de nombreuses motos, trois par engin, sont entrés (mardi soir) à

Shiwari (village du district de Kirchinga, à Madagali) et ont attaqué le marché», a déclaré un responsable du gouvernement local de Madagali cité par des médias.

Ils «ont ouvert le feu sur la population et ont tué 21 personnes, tandis que plusieurs autres ont réussi à s'échapper malgré des blessures par balles», a-t-il affirmé, ajoutant

que les assaillants ont pillé le marché, emportant des denrées alimentaires, du bétail et des motos.

Dans le gouvernement local voisin de Hong, une autre attaque a été signalée dans laquelle les corps de trois soldats ont été découverts, et une femme a également été tuée, selon des résidents cités par les médias.

## Rome augmente les transferts de migrants vers son centre albanais

**L'**Italie a augmenté les transferts de migrants vers un centre controversé en Albanie, a indiqué jeudi à l'AFP une ONG, dans le sillage d'un durcissement de la politique migratoire de l'UE.

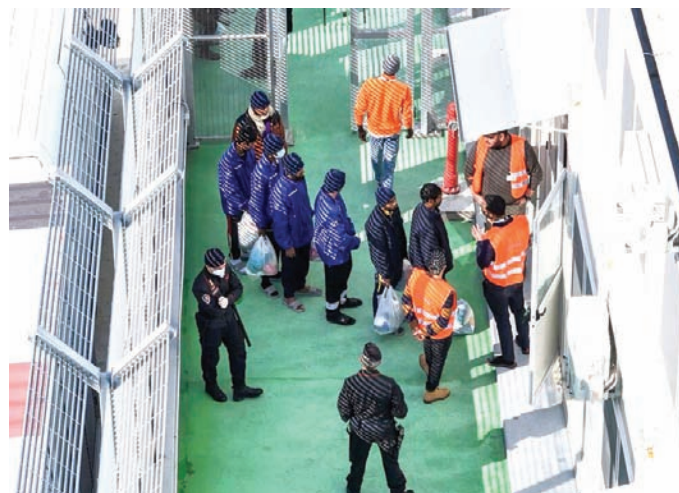
Ce coûteux centre est l'un des projets phares de la Première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni pour lutter contre l'immigration clandestine.

Cette initiative est suivie de près en Europe alors que Bruxelles est appelée à financer des «centres de retour» en dehors de l'Union.

Le centre de Gjader (nord) est resté largement vide depuis son

ouverture en 2024 en raison d'une série de contestations judiciaires. Mais la situation pourrait changer avec de nouvelles mesures adoptées par le Parlement européen, visant à faciliter le renvoi par les Etats membres des demandeurs d'asile vers des pays que l'Europe considère comme «sûrs».

Si les transferts vers ce centre ont été peu nombreux au cours de l'année écoulée, avec au maximum une vingtaine de personnes détenues à la fois, celui-ci accueille désormais quelque 90 personnes, a déclaré à l'AFP une source du ministère italien de l'Intérieur.



## EDITORIAL

Abdelkrim Zerzouri

### LE NŒUD GORDIEN DES VISAS

rejoint plus tard, mais dans la réalité, seulement quatre pays ont ratifié ce protocole et un seul offre une entrée sans visa aux citoyens de tous les pays africains, en l'occurrence le Rwanda.

Derrière la lenteur du processus de ratification, de nombreux pays font prévaloir «des préoccupations liées à la sécurité nationale, à une gestion insuffisante des frontières et au sentiment de perte de contrôle sur la politique migratoire nationale», des préoccupations somme toute fondées, mais il y a un choix à faire si on veut vraiment réaliser l'objectif de l'intégration économique africaine.

Tout le monde en convient, la mobilité ou la libre circulation des personnes en Afrique est le chaînon manquant du programme d'intégration de l'Afrique. Ce chaînon manquant sera-t-il un jour ajusté dans cette mécanique pour faire tourner à plein régime la ZLECAf ? Certaines parties influentes ne désespèrent pas.

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine (UA), ainsi que d'autres dirigeants politiques, chefs

d'entreprise et institutions de développement africains, ont appelé à la libre circulation des personnes sur le continent, lors d'un symposium de haut niveau sur «la promotion d'une Afrique sans visa pour la prospérité économique», organisé conjointement par le Groupe de la Banque africaine de développement et la Commission de l'Union africaine en marge du 39<sup>e</sup> Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba.

Le directeur général du Groupe de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est, Alex Mubiru, a résumé la situation en concédant que «les éléments de preuve sont sans équivoque. L'analyse économique soutient l'ouverture des visas. La réalité humaine l'impose».

Plus de la moitié des voyages intra-africains nécessitent encore un visa avant le départ, ce qui est perçu par les participants comme un frein important au commerce intra-africain. Paradoxalement, on constate que les frontières entre pays africains sont en vérité poreuses quand il s'agit de commerce transfrontalier informel et de circulation clandestine des personnes. Un paradoxe qui devrait, à lui seul, inciter les pays africains à trouver les mécanismes adéquats et graduels pour faire sauter les visas.

## Les Etats-Unis autorisent le départ d'Israël de leurs employés non essentiels

**L**es Etats-Unis ont donné vendredi l'autorisation aux employés gouvernementaux «non essentiels» en poste en Israël de quitter le pays en raison «de risques pour leur sécurité», a annoncé l'ambassade américaine dans une mise à jour de ses avis aux voyageurs.

L'ambassade a appelé ces employés à «envisager de quitter Israël tant que des vols commerciaux sont disponibles». Le texte ne mentionne pas l'Iran mais cette annonce intervient après des menaces du président américain Donald Trump de frapper l'Iran, ennemi juré d'Israël, et alors que les Etats-Unis ont déployé une importante force aéro-navale dans la région. Le porte-avions américain Gearld Ford, le plus grand du monde, était attendu au large des côtes israéliennes après avoir quitté jeudi la Crète.

Une intervention militaire américaine signerait l'échec des négociations indirectes sur le nucléaire iranien dont la dernière session a eu lieu jeudi à Genève.